



Distribution: générale

Date: 21 août 2017

Original: anglais

* *Nouvelle parution pour raisons techniques*

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-A/1/DRAFT*

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>)

Projet de plan stratégique de pays — Myanmar (2018–2022)

Durée	1 ^{er} janvier 2018–31 décembre 2022
Coût total pour le PAM	310 802 972 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Résumé

La République de l'Union du Myanmar se trouve à un moment historique depuis l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement civil en 2016. Elle a acquis le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2015, et a accompli de nets progrès dans la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la lutte contre la malnutrition.

Parmi les problèmes à résoudre pour parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et atteindre les cibles de l'objectif de développement durable 2, on citera la poursuite des déplacements de population dus aux conflits, la vulnérabilité face aux phénomènes météorologiques extrêmes, la pauvreté, l'insuffisance de la couverture sociale, le taux élevé de malnutrition et la persistance des inégalités entre les sexes.

Dans le cadre du présent plan stratégique de pays, le PAM continuera de mettre en œuvre directement ses programmes tout en augmentant les capacités du Gouvernement pour lui permettre de prendre en main les programmes en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'ici à 2030. L'assistance non assortie de conditions diminuera à mesure que l'accent sera mis sur l'amélioration de la résilience et l'appui aux moyens d'existence. La nutrition sera prise en compte dans les activités concernant tous les effets directs stratégiques, la réorientation au profit des transferts de type monétaire se poursuivra et la communication visant à faire évoluer la société et les comportements sera renforcée.

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaastrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaastrud@wfp.org

M. D. Scalpelli
Directeur de pays
courriel: domenico.scalpelli@wfp.org

L'assistance apportée par le PAM au Gouvernement pour aider celui-ci à parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle sera fondée sur les trois effets directs stratégiques suivants:

- Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par une crise dans des zones exposées à l'insécurité alimentaire subviennent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels toute l'année. Une aide alimentaire et/ou monétaire destinée à sauver des vies sera fournie aux personnes victimes de catastrophes naturelles, de conflits et de violences intercommunautaires.
- Effet direct stratégique 2: Les personnes vulnérables des États et régions connaissant un haut niveau d'insécurité alimentaire et/ou de malnutrition ont accès à la nourriture toute l'année. Le PAM fournira une assistance alimentaire et/ou de type monétaire aux populations vulnérables et une assistance technique au Gouvernement pour lui permettre de renforcer ses programmes de protection sociale, ses systèmes alimentaires et ses capacités de préparation aux situations d'urgence.
- Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, la nutrition des enfants de moins de 5 ans au Myanmar s'améliore conformément aux objectifs nationaux. Le PAM contribuera à augmenter l'offre d'aliments sains et nutritifs à l'intention des populations vulnérables et à leur en faciliter l'accès dans les situations d'urgence et hors périodes de crise pour améliorer leur nutrition et leur résilience, et aidera le Gouvernement à mettre en œuvre des programmes nationaux de nutrition ainsi que des interventions spécifiquement axées sur la nutrition et à dimension nutritionnelle et à renforcer la prise en charge de la malnutrition aiguë.

Le plan stratégique de pays contribuera directement à la réalisation des Objectifs stratégiques 1 et 2 et des résultats stratégiques 1 et 2 du PAM¹. Une approche contribuant à transformer les relations entre les sexes sera adoptée, et la protection sera prise en compte dans toutes les activités, y compris dans le cadre de l'assistance technique et du renforcement des capacités destinés aux partenaires gouvernementaux et autres parties prenantes.

Le plan stratégique de pays a été élaboré en consultation avec les ministères et d'autres partenaires. Il s'appuie sur l'examen stratégique national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, une évaluation d'opération de 2016 et les politiques et plans nationaux. Le PAM tirera parti de mécanismes de coordination tels que le groupe de coordination sectorielle interministériel pour la nutrition, le Réseau des Nations Unies pour la nutrition et la sécurité alimentaire, le premier Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Myanmar, les plans d'aide humanitaire, le secteur de la sécurité alimentaire et les groupes de travail sur l'aide monétaire et la protection sociale.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Myanmar (2018-2022) (WFP/EB.2/2017/7-A/1/DRAFT*), pour un coût total de 310 802 972 dollars É.-U.

¹ Résultat stratégique 1 – Chacun a accès à la nourriture (cible 1 de l'ODD 2); résultat stratégique 2 – Personne ne souffre de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse du pays

1.1 Contexte national

1. La République de l'Union du Myanmar se situe entre l'Inde et la Chine et jouxte le Bangladesh, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande. Le pays a la deuxième superficie terrestre d'Asie du Sud-Est et dispose d'un très grand littoral; il abrite 135 groupes ethniques reconnus et possède des zones agroécologiques extrêmement diverses, des terres fertiles et de nombreuses richesses naturelles.
2. Le Myanmar se trouve à un moment historique depuis l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement civil en 2016. Après dix ans de croissance économique ininterrompue, il a acquis le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2015, mais les indicateurs sociaux restent mauvais: le Myanmar se classe au 145^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016 et au 80^{ème} rang sur 159 pays d'après l'indice d'inégalité de genre. Les segments sous-représentés de la population (y compris les femmes, les personnes âgées et les minorités) sont touchés de manière disproportionnée par la pauvreté, les conflits ethniques et le changement climatique, et participent peu à la croissance économique.
3. Les conflits et les troubles ethniques se poursuivent dans les États de Kachin, Rakhine et Shan. D'après le plan d'aide humanitaire de 2017, 525 000 personnes vivant dans ces États avaient besoin d'une assistance humanitaire, dont 218 000 personnes déplacées².
4. Le Myanmar est régulièrement victime d'inondations, de glissements de terrain et de cyclones, ce qui en fait l'un des pays les plus exposés aux effets du changement climatique. Entre 1991 et 2016, 45 catastrophes naturelles ont touché 14 millions de personnes³.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

5. *Accès à la nourriture.* Le Myanmar est un grand producteur et un grand exportateur de riz, de légumes secs, de maïs et de cultures oléagineuses, et a fait nettement reculer la faim depuis 2000⁴. L'accès à une nourriture suffisante toute l'année demeure toutefois un défi pour la moitié de la population, en particulier pour les femmes, les filles, les garçons et autres groupes vulnérables. La pauvreté limite l'accès à la nourriture des ménages, surtout des petits exploitants et des travailleurs sans terres. La situation est aggravée par la faible productivité, le manque d'emplois stables et les fortes fluctuations des prix des produits alimentaires, notamment du riz. L'insécurité alimentaire en milieu urbain est une préoccupation croissante.
6. L'insécurité alimentaire est répandue, mais on constate de fortes disparités selon les États et les régions⁵. Le PAM estime que 2,1 millions de ménages (25,4 pour cent de la population rurale) n'a pas eu une alimentation adéquate et suffisamment diversifiée entre 2013 et 2015, en particulier dans les zones de collines et de montagnes de l'État de Chin et dans les régions septentrionales des États de Kachin, Rakhine, Sagaing et Shan.
7. *Fin de la malnutrition.* Le Myanmar a accompli de nets progrès dans la réduction de la malnutrition chronique et aiguë. Le retard de croissance a reculé, passant de 40,8 pour cent en 2000 à 29,2 pour cent en 2016, tout comme l'émaciation, de 10,7 pour cent à 7,0 pour cent, mais le pays enregistre toujours un niveau élevé de retard de croissance⁶. Les données ventilées par

² Données ventilées par sexe non disponibles.

³ Voir: <http://www.emdat.be> (données ventilées par sexe non disponibles).

⁴ Le Myanmar a été l'un des trois pays à avoir le plus réduit la faim entre 2000 et 2016 parmi ceux où la faim était qualifiée de "grave" ou "alarmante" selon l'indice de la faim dans le monde, qui classe le Myanmar au 75^{ème} rang sur 118 pays.

⁵ Données ventilées par sexe non disponibles.

⁶ Les méthodes suivies dans l'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2000 et dans l'enquête démographique et de santé de 2016 sont différentes.

- sexe montrent que les taux de retard de croissance, d'émaciation et d'insuffisance pondérale des filles sont légèrement inférieurs à ceux des garçons⁷.
8. Malgré des améliorations à l'échelle nationale, il existe de fortes disparités régionales (voir l'annexe III). Dans l'État de Chin, la prévalence du retard de croissance dépassait 40 pour cent, et cinq autres États et régions présentaient des taux supérieurs à 30 pour cent⁸.
 9. Dans l'État de Rakhine, l'enquête démographique et sanitaire de 2015/2016 a révélé que la malnutrition aiguë globale s'élevait à 13,9 pour cent et la malnutrition aiguë grave à 3,7 pour cent, des chiffres auxquels s'ajoutent plusieurs facteurs aggravants⁹. La malnutrition en milieu urbain suscite aussi des inquiétudes: l'État de Yangon a la deuxième prévalence la plus élevée pour ce qui est de l'émaciation et la première s'agissant de l'anémie chez les enfants de 6 à 59 mois¹⁰. À l'échelle nationale, les taux d'anémie sont alarmants: 46,5 pour cent chez les femmes et 58 pour cent chez les enfants de 6 à 59 mois¹¹.
 10. *Productivité et revenus des petits exploitants.* L'objectif principal des politiques agricoles est le doublement de la productivité et des revenus des petits producteurs vivriers d'ici à 2030, conformément à la cible 3 de l'ODD 2¹². Les restrictions juridiques précédentes limitant la diversification des cultures ont été supprimées, et les agriculteurs jouissent d'une liberté plus grande pour choisir ce qu'ils veulent cultiver. Pour les agricultrices, les problèmes d'accès aux terres, de contrôle des terres et de propriété foncière sont des contraintes majeures¹³.
 11. Bien que la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB) ait reculé, passant de 43,9 pour cent à 26,7 pour cent ces dix dernières années, l'économie dépend encore grandement de ce secteur, qui est la principale source de revenu de 60 pour cent de la population¹⁴.
 12. La plupart des agriculteurs sont des petits exploitants; 54 pour cent des propriétés ont une superficie inférieure à 2 hectares¹⁵. Ces fermes ne bénéficient d'aucune économie d'échelle, ne sont guère mécanisées et utilisent peu d'intrants, et exigent donc beaucoup de main-d'œuvre; la productivité des exploitations et les revenus agricoles par personne comptent parmi les plus faibles des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)¹⁶. Bien que le Gouvernement se soit engagé à veiller à l'égalité des salaires pour un travail de valeur équivalente¹⁷, il ressort de l'examen stratégique que les femmes sont généralement moins bien payées que les hommes, ce qui a notamment des conséquences pour les ménages dirigés par une femme.

⁷ À l'échelle nationale, les taux étaient les suivants: retard de croissance – 27,2 pour cent chez les filles et 31,0 pour cent chez les garçons; émaciation – 6,3 pour cent chez les filles et 7,7 pour cent chez les garçons; insuffisance pondérale – 17,9 pour cent chez les filles et 19,9 pour cent chez les garçons. Enquête démographique et de santé au Myanmar, 2015/16.

⁸ Ibid.

⁹ Les conséquences de la dénutrition sur la santé publique sont jugées "critiques" par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) lorsque le taux d'émaciation est compris entre 10 pour cent et 15 pour cent et que s'y ajoutent une forte morbidité, des déplacements de population, l'insécurité alimentaire et un accès insuffisant à l'eau potable et à l'hygiène.

¹⁰ Données ventilées par sexe pour l'émaciation et l'anémie à l'échelle infranationale non disponibles. À l'échelle nationale, les taux sont les suivants: 57,9 pour cent chez les filles et 57,7 pour cent chez les garçons.

¹¹ L'enquête ne fournissait pas les taux d'anémie chez les hommes.

¹² Les politiques agricoles ont été discriminatoires à l'encontre des femmes. En vertu de la Constitution de 2008, les femmes ont le droit au même titre que les hommes de conclure des contrats de propriété foncière et d'administrer des biens, mais il n'existe aucune directive concernant la défense de leurs droits en cas de divorce ou de décès du mari.

¹³ Banque asiatique de développement (BAD), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes). 2016. *Gender Equality and Women's Rights in Myanmar: a Situation Analysis*. Philippines.

¹⁴ Données ventilées par sexe non disponibles.

¹⁵ Les ménages dirigés par un homme possèdent en moyenne 6,5 acres (2,6 hectares), contre 5,3 acres (2,1 hectares) pour ceux dirigés par une femme.

¹⁶ Recensement agricole du Myanmar, 2010. Hagglblade, S. et al., 2014. Strategic choices shaping agricultural performance and food security in Myanmar. *Journal of International Affairs* 67(2).

¹⁷ Article 350 de la Constitution.

13. *Systèmes alimentaires durables.* Le secteur de l'agriculture souffre considérablement des crises liées au climat¹⁸: 35 pour cent des exploitants doivent faire face à des contraintes dues aux aléas naturels. Les inondations et les glissements de terrain de 2015 ont détruit à eux seuls 527 000 hectares de terres cultivées et touché 400 000 ménages, ce qui a ralenti la croissance du PIB de 4 points de pourcentage et eu des effets à moyen et long terme sur la sécurité alimentaire¹⁹. Le manque d'équité dans la participation des femmes et des hommes aux systèmes alimentaires a en outre contribué à fragiliser ces derniers.
14. En dépit des efforts déployés pour améliorer les capacités nationales en matière d'intervention d'urgence, le Myanmar se classe au 2^{ème} rang sur 187 pays selon l'indicateur mondial des risques liés aux changements climatiques de 2016 pour 1995-2014.

Environnement macroéconomique

15. Le PIB du pays a progressé de 7,3 pour cent en 2015/2016 et devrait augmenter de 7,1 pour cent en moyenne au cours des trois prochaines années d'après les projections²⁰. Le Myanmar espère quitter le groupe des pays les moins avancés d'ici à 2025, ce qui lui demandera de remplir des critères économiques et sociaux complexes.
16. L'inflation a été estimée à 11,3 pour cent pour l'exercice budgétaire 2015/2016, et les prévisions tablent sur 8,5 pour cent pour 2016/2017, du fait principalement des hausses des prix des produits alimentaires²¹. Le taux d'inflation élevé entame le pouvoir d'achat des ménages, et contribue à accentuer l'insécurité alimentaire²². La proportion de femmes dans la population active est nettement inférieure à celle des hommes²³, et les soins et travaux domestiques non rémunérés effectués par les femmes ne sont pas pris en compte.

Principaux liens intersectoriels

17. L'examen stratégique national a mis en évidence que la pauvreté constituait un obstacle majeur à l'accès à la nourriture. Les ménages démunis ne sont pas en mesure de faire face aux chocs économiques et n'ont pas d'économies à investir: ils se retrouvent donc pris au piège dans un cercle vicieux où s'enchaînent une faible capacité d'investissement, une faible productivité et des bas revenus. L'enquête démographique et sanitaire a aussi révélé une corrélation négative entre richesse et retard de croissance.
18. L'examen stratégique a mis en lumière le rôle des établissements d'enseignement dans l'instauration d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable²⁴. La plupart des enfants vont à l'école, mais 73,8 pour cent seulement finissent le cycle primaire – l'un des chiffres les plus bas de la région²⁵. Le taux de scolarisation dans le cycle primaire est identique pour les garçons et les filles, mais le taux de rétention est bien plus faible chez les secondes: il en résulte un taux d'alphabétisation inférieur et des possibilités de subsistance moindres pour les femmes²⁶, et on constate une corrélation négative entre le niveau d'éducation des parents et le retard de croissance.
19. La mortalité infantile a été réduite et la santé maternelle a été améliorée, mais il reste beaucoup de travail pour atteindre les cibles des ODD. Le Myanmar fait partie des 35 pays qui représentent

¹⁸ Évaluation des conséquences des inondations. Ministère de l'agriculture et de l'irrigation et PAM, 2015.

¹⁹ *World Bank Global Economic Monitor*, mai 2016.

²⁰ *World Bank Global Economic Monitor*, décembre 2016. L'*Economist Intelligence Unit* prévoit un taux de croissance annuel du PIB en termes réels de 8,5 pour cent entre 2018 et 2022.

²¹ Banque mondiale. 2016. *Reducing Vulnerabilities. East Asia and Pacific Economic Update (October)*. Washington.

²² Données ventilées par sexe non disponibles.

²³ La proportion de femmes dans la population active était de 54 pour cent, contre 82 pour cent pour les hommes. Ministère de la planification nationale et du développement économique, 2011, Agence suédoise de coopération internationale au développement, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et PNUD.

²⁴ Il recommandait de prendre en compte de manière systématique la nutrition dans les programmes des cycles d'enseignement primaire et secondaire et de créer des diplômes et des cursus universitaires consacrés à la nutrition pour éclairer à l'avenir les responsables de l'élaboration des politiques et les décideurs.

²⁵ Rapport de l'examen national Éducation pour tous, 2014, Ministère de l'éducation.

²⁶ Enquête sur la population active au Myanmar, 2015. Organisation internationale du Travail.

90 pour cent des nouvelles infections à VIH, et enregistre une forte prévalence de la tuberculose²⁷. Une évaluation récente a révélé que 56,5 pour cent des ménages comprenant une ou plusieurs personnes vivant avec le VIH étaient amenés à réduire leur consommation alimentaire²⁸.

20. En 2014, l'indice Institutions sociales et égalité homme-femme de l'Organisation de coopération et de développement économiques plaçait le Myanmar parmi les pays présentant un niveau élevé de discrimination et d'inégalité fondées sur le sexe dans les institutions sociales. Le problème résulte de croyances et de pratiques culturelles et religieuses traditionnelles: l'orientation culturelle en faveur des hommes et des garçons, par exemple, empêche souvent les filles souffrant de malnutrition d'être soignées en temps voulu²⁹.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

21. L'examen stratégique national a fait apparaître qu'en dépit du processus de paix, les causes profondes des déplacements de population à l'intérieur du pays persistent, et de nombreuses personnes déplacées dans les États de Kachin, Rakhine et Shan se heurtent à des mesures restreignant leur circulation et ne sont pas en mesure de retourner chez elles. Le conflit et les restrictions de déplacement en dehors des camps font que les possibilités de subsistance sont rares, et les personnes déplacées demeurent tributaires de l'assistance alimentaire. Il est possible de réduire le nombre de personnes déplacées conformément au rapport provisoire de mars 2017 établi par la Commission consultative chargée de l'État de Rakhine, qui préconisait la fermeture des camps³⁰.
22. Le Myanmar est très exposé au changement climatique et connaît des catastrophes naturelles fréquentes. Cette situation, conjuguée aux capacités limitées quoiqu'en amélioration du Gouvernement en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, ralentit le développement.
23. En 2009, sur les 37,5 pour cent de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, 76 pour cent vivaient en milieu rural³¹. Le cercle vicieux faible investissement-faible productivité-bas salaires dans le secteur de l'agriculture est un obstacle majeur à l'accès à la nourriture, en particulier pour les femmes³². Les écarts de production selon les saisons accentuent le problème, car l'instabilité des prix, en particulier du riz, a de fortes répercussions sur une population qui consacre une part substantielle de ses revenus à l'alimentation. Les difficultés d'accès à la nourriture pour une proportion non négligeable de la population – malgré un excédent alimentaire à l'échelle nationale – semblent indiquer que le système alimentaire en place n'est pas efficace.
24. L'examen stratégique a mis en évidence les groupes vulnérables nécessitant un soutien dans le cadre des filets de protection sociale gouvernementaux ou de l'aide humanitaire: les orphelins et autres enfants vulnérables, les personnes vivant avec le VIH, les personnes handicapées et les personnes âgées. Les programmes publics de protection sociale couvrent actuellement moins de

²⁷ La modélisation épidémiologique semble indiquer qu'en 2015, il y avait 224 800 personnes vivant avec le VIH, parmi lesquelles 77 000 femmes. Le Myanmar figure également parmi les pays où la prévalence de la tuberculose est élevée. Les personnes de plus de 15 ans représentaient 26 pour cent des 138 300 cas nouveaux de tuberculose ou cas de rechute en 2014. Données ventilées par sexe non disponibles.

²⁸ PNUD. 2016. *The Socio-Economic Impact of People Living with HIV at the Household Level in Myanmar*. New York.

²⁹ PAM. 2016. *Myanmar PRRO 200299 Operation Evaluation*. Voir: <https://www.wfp.org/content/myanmar-prro-200299-supporting-transition-reducing-food-insecurity-and-undernutrition-among->

³⁰ Le rapport final n'avait toujours pas été publié au moment où le présent document a été rédigé.

³¹ Dans les zones urbaines, on estime que 34,6 pour cent de la population est pauvre. Données ventilées par sexe non disponibles.

³² Les problèmes que rencontrent les femmes résultent de divers facteurs: pratiques discriminatoires en matière de régime foncier, de salaires et d'accès aux services de vulgarisation et aux services financiers, et restrictions de mouvement imposées pour des raisons d'ordre culturel. Voir: BAD, PNUD, FNUAP et ONU-Femmes. 2016. *Gender Equality and Women's Rights in Myanmar: a Situation Analysis*. Philippines.

5 pour cent de la population, et seulement 0,5 pour cent du PIB a été consacré à la protection sociale en 2014³³.

25. Des taux élevés de malnutrition persistent à cause de facteurs tels que le manque de diversité du régime alimentaire et les mauvaises pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants³⁴. Seulement 51 pour cent des nourrissons de moins de 6 mois sont allaités exclusivement au sein, et seulement 16 pour cent des enfants de 6 à 23 mois reçoivent l'apport alimentaire minimum nécessaire à leur développement physique et cognitif³⁵. Les programmes gouvernementaux comprennent une supplémentation en micronutriments, mais ne s'attaquent pas de manière appropriée aux causes profondes de la malnutrition. Il a également été constaté qu'aucune approche pérenne de sensibilisation à la nutrition n'avait été mise en place.
26. La persistance de la faim n'est pas juste une question de disponibilités alimentaires: elle tient à des inégalités structurelles et socioculturelles que les femmes et les filles subissent de manière disproportionnée. Certaines données recueillies font apparaître que les femmes et les filles sont plus exposées aux difficultés posées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition du fait de normes culturelles et de pratiques religieuses³⁶.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

27. Du fait de la transition vers un nouveau gouvernement en 2016, les priorités nationales en matière de développement n'ont pas encore été entièrement définies. Le Gouvernement a toutefois adopté les ODD comme cadre pour aborder et suivre les questions liées au développement³⁷.
28. Le Gouvernement a également fait de la sécurité alimentaire et de la nutrition deux de ses priorités. Le Myanmar a rejoint le mouvement Renforcer la nutrition (SUN) en avril 2013, et est devenu le deuxième pays de la région Asie et Pacifique à lancer le Défi Faim zéro, en octobre 2014. Plus récemment, le Gouvernement a annoncé la création de dix groupes de coordination sectorielle à l'échelle nationale, dont un pour la nutrition. La priorité accordée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle se retrouve dans les documents de politique générale et de stratégie³⁸, mais ces questions sont en concurrence avec d'autres priorités du Gouvernement en matière de financement.
29. La gestion des catastrophes et la préparation aux situations d'urgence sont aussi des priorités du Gouvernement. Le Comité national de gestion des catastrophes a été mis sur pied pour améliorer

³³ Groupe de la Banque mondiale. 2015. *Building Resilience, Equity and Opportunity in Myanmar: the Role of Social Protection: Strengthening Social Security Provision in Myanmar*. Washington. À la suite de l'annonce par le Gouvernement, en juin 2016, de l'augmentation des dépenses dans le secteur de l'éducation et dans le secteur social, la couverture sociale a été élargie à la faveur de la mise en œuvre de transferts monétaires destinés à améliorer la santé maternelle et infantile et de la mise en place d'un régime de pension.

³⁴ Des facteurs culturels peuvent également augmenter le risque de mortalité maternelle et périnatale. On citera, par exemple, les filles et les femmes enceintes qui réduisent leur consommation alimentaire pour que les bébés soient plus petits et faciliter l'accouchement.

³⁵ Enquête démographique et de santé au Myanmar, 2015/16. On ne dispose pas de données ventilées par sexe pour ces indicateurs, mais la durée médiane de l'allaitement maternel exclusif chez les enfants de moins de 3 ans est deux fois plus élevée pour les filles que pour les garçons.

³⁶ D'après une étude menée par ONU-Femmes en 2013, les ménages dirigés par une femme comprenant des femmes âgées, des filles, des personnes handicapées et des victimes de violences sexistes mais aucun adulte de sexe masculin sont particulièrement vulnérables et ont moins de ressources sociales et des revenus inférieurs. Voir: Corner, L. 2008. *Making the MDGs Work for All: Gender-Responsive Rights-Based Approaches to the MDGs*. New York, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.

³⁷ Avec l'appui du PNUD, le Gouvernement a également établi un rapport sur l'évaluation des données relatives aux ODD et un rapport de référence sur les indicateurs concernant les ODD. Ce dernier n'avait toujours pas été publié au moment où le présent document a été rédigé.

³⁸ Documents relatifs à l'ODD 2: Plan national pour la santé (2017-2021), Plan d'action national du Myanmar pour l'alimentation et la nutrition, Plan stratégique national pour la protection sociale (2014), Plan stratégique national du Myanmar pour l'amélioration de la condition de la femme (2013-2022), 20 interventions spécifiques axées sur la nutrition et à dimension nutritionnelle du Centre national pour la nutrition et Plan de développement socioéconomique de l'État de Rakhine. Le Myanmar est membre de l'ASEAN et s'est rallié à la vision et au plan stratégique de cette dernière pour une coopération dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et de la foresterie (2016-2025).

la coordination interministérielle, mais des contraintes de financement limitent son champ d'action, et l'aide humanitaire demeure nécessaire dans les situations d'urgence de moyenne et de grande ampleur.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

30. Le premier Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) du Myanmar sera lancé en janvier 2018 et se terminera en 2022. Comme le bilan commun de pays, il sera fondé sur les "5 P": personnes, planète, prospérité, paix et partenariats. La contribution du PAM porte principalement sur les composantes "personnes" et "planète".
31. Le PNUAD reprendra le principe issu du Programme 2030 qui veut que personne ne doit être laissé de côté, et le plan d'aide humanitaire de 2017 souligne l'engagement en faveur des groupes vulnérables et marginalisés.
32. Il est probable que les partenaires des Nations Unies, de la société civile et du secteur privé dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition joueront un rôle majeur dans les cinq prochaines années. Le Réseau des Nations Unies pour la nutrition et la sécurité alimentaire, qui est appuyé par l'initiative Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH), est l'organe de coordination pour la nutrition³⁹. La stratégie du Réseau des Nations Unies pour le mouvement SUN est le socle sur lequel repose l'appui du système des Nations Unies destiné à aider le Myanmar à réaliser ses objectifs nationaux et à réduire la malnutrition. Parmi les autres organismes œuvrant directement en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, on citera l'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui ont collaboré avec le PAM au sein du groupe consultatif supervisant l'examen stratégique national⁴⁰.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

33. Le PAM dispose d'un bureau de pays au Myanmar depuis 1994⁴¹. Dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200299 (2013-2017), il mène des programmes de secours d'urgence, d'alimentation scolaire, de création d'actifs et de nutrition, qui comprennent un soutien en faveur des personnes vivant avec le VIH et des patients atteints de tuberculose.
34. Une évaluation de l'IPSR effectuée en 2016 a permis de constater que l'intervention était pertinente et efficace dans un environnement difficile et changeant, et que l'assistance du PAM était adéquatement conçue et ciblée pour répondre aux besoins différents des femmes, des hommes, des filles et des garçons vulnérables⁴².
35. Les évaluateurs ont également mis en évidence des domaines dans lesquels le PAM pourrait jouer un rôle plus important: renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires coopérants, intégration de l'éducation nutritionnelle dans tous les programmes, développement des modalités de type monétaire et des modalités mixtes, mise en place de repas scolaires dans

³⁹ Composé de la FAO, de l'UNICEF, du PAM et de l'OMS; ce groupe s'est élargi pour intégrer le Fonds international de développement agricole, le FNUAP, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, ONU-Femmes et la Banque mondiale.

⁴⁰ Le PAM a appuyé les programmes de pays de la FAO et de l'UNICEF à des fins de coordination.

⁴¹ Le PAM avait participé à des interventions d'urgence au Myanmar avant 1994.

⁴² Ainsi, dans les États de Chin et de Shan et au nord de l'État de Rakhine, où les ménages dirigés par une femme ont les taux les plus élevés de consommation alimentaire inadéquate, le PAM participe à la diffusion de messages sur la nutrition tenant compte de la problématique hommes-femmes dans le cadre d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, activités qui s'adressent à tous les membres des ménages touchés, quels que soient les rôles et responsabilités attribués à chacun des deux sexes. Le PAM atténue en outre le risque de pratiques discriminatoires et encourage l'équilibre entre hommes et femmes au sein des comités locaux de gestion des vivres, auxquels les femmes participent habituellement peu à cause de normes culturelles.

le but à terme d'en transférer la responsabilité au Gouvernement⁴³ et collaboration avec ce dernier en matière de création d'actifs et de défense de l'égalité des sexes.

36. Des simulations et des ateliers consacrés à la préparation aux catastrophes et à l'intervention en cas de crise en 2014-2016 ont mis en évidence que le PAM devait poursuivre ses activités de renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires afin d'éclairer la prise de décisions et d'améliorer la coordination, la communication et les dispositifs de partage de l'information.

2.2 Potentialités pour le PAM

37. Les potentialités suivantes ont été relevées lors de l'examen stratégique et des consultations menées avec le Gouvernement et les partenaires.
38. Les personnes déplacées continueront d'avoir besoin d'une assistance alimentaire tant que les causes profondes des déplacements persisteront et que les options de subsistance seront limitées. Dans la mesure du possible, le PAM et d'autres acteurs devraient concevoir et mettre en œuvre des interventions en faveur des moyens d'existence afin de faciliter la transition progressive vers l'autonomie.
39. Le Myanmar doit faire face à des catastrophes naturelles fréquentes, mais les capacités dont il dispose à l'échelle nationale demeurent limitées. Le PAM devrait tirer parti de son expérience des interventions d'urgence acquise depuis plusieurs décennies et de sa forte présence sur le terrain pour renforcer les capacités du Gouvernement en matière de préparation et d'intervention.
40. À court terme, il est nécessaire d'apporter un appui direct aux groupes vulnérables afin de combler les lacunes dans les filets de protection sociale du Gouvernement. À long terme, il faudra peut-être passer à une assistance technique pour aider les pouvoirs publics à améliorer les programmes de protection sociale en place et en élaborer de nouveaux; la prise en compte systématique de la formation nutritionnelle dans les interventions en faveur de la protection sociale, par exemple dans les écoles, permettra de maximiser l'efficacité de cette approche.
41. À l'issue de l'examen stratégique national, il a été recommandé de développer les programmes d'alimentation scolaire et l'approvisionnement local en produits alimentaires, et d'intégrer l'éducation nutritionnelle dans les programmes d'enseignement, en la complétant par des activités telles que la culture de potagers scolaires. Il y était noté que l'éducation nutritionnelle à l'école était un moyen efficace d'informer les ménages sur une alimentation saine.
42. Les examinateurs ont en outre souligné qu'il était important de relier la nutrition à l'agriculture et de veiller à ce que les activités et les interventions dans le secteur agricole comportent une dimension nutritionnelle et tiennent compte du système alimentaire national, en particulier s'agissant des questions relatives à l'accès à la nourriture.
43. Il demeure nécessaire de fournir une supplémentation en micronutriments aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, aux adolescentes et aux groupes vulnérables. Les interventions spécifiquement axées sur la nutrition doivent se concentrer sur la prévention dans le cadre d'activités de formation et de sensibilisation du public consacrées aux régimes alimentaires appropriés et aux pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, avec pour but d'améliorer la sécurité nutritionnelle et de contribuer à l'égalité des sexes.

2.3 Réorientations stratégiques

44. Le présent plan stratégique de pays (PSP) comprendra une période de transition consistant à passer de l'aide humanitaire fournie pour faire face aux crises au renforcement de la résilience, qui sera axé sur l'amélioration des moyens d'existence et l'appui au redressement, notamment grâce à des interventions nutritionnelles complémentaires. Le PAM défendra l'égalité des sexes en suivant une approche fondée sur les droits et accordera la priorité au renforcement des capacités du Gouvernement et à l'instauration d'un environnement propice à la prise en main par

⁴³ En octobre 2016, le PAM a mis en place l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER). L'alimentation scolaire au Myanmar a été qualifiée d'"émergente", et il a notamment été préconisé de créer un comité directeur multisectoriel, d'élaborer une politique et des systèmes, en particulier pour le suivi et l'évaluation, et d'y consacrer des ressources du budget national.

celui-ci de programmes dans des domaines tels que l'alimentation scolaire, la préparation aux situations d'urgence et la nutrition. Conformément au Programme 2030, le présent PSP jette les bases de PSP futurs, qui porteront sur le travail effectué "en amont" et prévoiront assistance technique et renforcement des capacités.

45. Les principales réorientations prévues sont les suivantes: i) mise en place des transferts de type monétaire, en tenant compte des risques sur le plan de la protection; ii) accent placé sur la communication visant à faire évoluer la société et les comportements et sur les bonnes pratiques de nutrition; iii) développement de l'enrichissement du riz; iv) instauration d'un programme d'alimentation scolaire pris en charge par les autorités nationales, l'accent étant mis sur les repas fournis sur place; v) promotion de l'alimentation scolaire et des moyens d'existence comme mécanismes de protection sociale, et défense de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes; vi) prise en compte de la nutrition dans toutes les activités; vii) soutien aux adolescentes, notamment aux filles enceintes et allaitantes; et viii) développement au maximum des programmes contribuant à transformer les relations entre les sexes.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Orientation, priorité et impact escompté

46. Le présent PSP s'appuie sur l'examen stratégique national, l'évaluation des opérations de 2016, les politiques et plans nationaux et les consultations menées avec le Gouvernement et les partenaires. Les effets directs stratégiques couvrent toutes les opérations du PAM au Myanmar entre 2018 et 2022, qui vont de l'assistance visant à sauver des vies au sein des populations touchées par une crise (effet direct stratégique 1) à l'appui apporté pour améliorer la nutrition des enfants de moins de 5 ans dans les situations d'urgence et hors périodes de crise (effet direct stratégique 3), en passant par la contribution au renforcement de la résilience des groupes vulnérables (effet direct stratégique 2)⁴⁴. Au niveau des produits, le PSP contribuera à la réalisation des ODD 1, 3, 4, 5, 6, 8, 10, 13 et 17⁴⁵. Les activités prévues s'adresseront aux populations rurales et urbaines en fonction des besoins.
47. Des questions transversales telles que l'égalité des sexes et la protection seront intégrées dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du PSP pour que l'assistance du PAM réponde aux besoins et priorités des femmes, des hommes, des filles, des garçons et des groupes vulnérables. En application de sa politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) et du plan d'action institutionnel y afférent, le PAM recueillera des données ventilées par sexe et par âge, et inclura une analyse participative et inclusive de cette problématique dans l'ensemble de ses évaluations, travaux de recherche, activités d'assistance technique et autres activités de gestion de l'information; il prendra systématiquement en compte la problématique hommes-femmes dans ses programmes, politiques et initiatives de renforcement des capacités⁴⁶.
48. Le PAM est attaché au respect du principe de responsabilité à l'égard des populations touchées et à la participation des femmes, des hommes, des filles et des garçons aux processus et aux décisions influant sur leur vie, à la faveur d'activités de communication et de consultations. Le dispositif de réclamation et de remontée de l'information du PAM permet aux bénéficiaires de faire part de leur point de vue et de leurs préoccupations, et contribue ainsi à la mise au point de programmes efficaces.

⁴⁴ Les activités menées dans les zones de conflit seront conformes à la politique du PAM intitulée "Le rôle du PAM en matière de consolidation de la paix dans les situations de transition".

⁴⁵ ODD 1 – pauvreté; ODD 3 – santé; ODD 4 – éducation; ODD 5 – égalité des sexes; ODD 6 – eau et assainissement; ODD 8 – travail décent et croissance économique; ODD 10 – inégalités; ODD 13 – climat; et ODD 17 – partenariats.

⁴⁶ Ces initiatives consisteront notamment à mettre en place des cours sur la problématique hommes-femmes destinés aux partenaires ainsi que des cours sur cette problématique et sur la nutrition à l'intention des hommes, et à promouvoir la participation des femmes aux postes de responsabilité.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par une crise dans des zones exposées à l'insécurité alimentaire subviennent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels toute l'année

49. Les activités cibleront les femmes, les hommes, les filles et les garçons victimes de catastrophes naturelles, de conflits et de violences dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire. Du fait de la persistance des causes profondes des déplacements et de l'insécurité alimentaire, les options de subsistance de ces communautés sont limitées, voire inexistantes, et les populations sont tributaires de l'aide humanitaire. Le PAM fournira des secours d'urgence pour lutter contre la faim et améliorer l'accès à la nourriture.
50. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 1 de l'ODD 2 et du résultat stratégique 1 du PAM.

Domaine d'action privilégié

51. Cet effet direct stratégique sera axé sur l'intervention face aux crises.

Produits escomptés

52. Le produit suivant permettra d'obtenir l'effet direct stratégique attendu:
 - Les femmes, les hommes, les filles et les garçons touchés par une crise reçoivent des transferts de vivres et/ou des transferts de type monétaire en temps voulu pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels quotidiens (niveau 1).

Activités essentielles

Activité 1: Fournir des transferts de vivres et/ou des transferts de type monétaire non assortis de conditions aux populations touchées par une crise

53. En collaboration avec ses partenaires gouvernementaux et autres, le PAM mobilisera ses ressources immédiatement après les catastrophes et fournira des secours d'urgence pour répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des femmes, des hommes, des filles et des garçons touchés. Des évaluations rapides permettront de déterminer le nombre de bénéficiaires à secourir, leur emplacement, la quantité de produits alimentaires nécessaire, les modalités de transfert et la durée de l'assistance initiale; elles tiendront compte de la situation et des préférences des différents groupes de bénéficiaires, y compris des personnes handicapées⁴⁷. Un assortiment alimentaire composé de riz ou de riz enrichi, de légumes secs, d'huile et de sel sera distribué; il sera complété de biscuits à haute teneur énergétique si nécessaire. Les personnes déplacées qui retournent chez elles ou s'installent ailleurs pourront recevoir un colis d'aide à la réinstallation destiné à répondre aux besoins alimentaires au cours de la période de transition.
54. Le recours aux transferts de type monétaire ou aux modalités mixtes sera envisagé quand les bénéficiaires auront accès à des marchés qui fonctionnent, s'il n'y a pas de problème de sécurité et lorsque les femmes et les hommes auront indiqué qu'ils préfèrent une aide sous forme de transferts de type monétaire. Ces transferts s'accompagneront d'activités de communication et de consultations afin d'informer sur l'importance de cette modalité pour parvenir à un régime alimentaire équilibré et nutritif⁴⁸.

Effet direct stratégique 2: Les personnes vulnérables des États et régions connaissant un haut niveau d'insécurité alimentaire et/ou de malnutrition ont accès à la nourriture toute l'année

55. Les activités cibleront les autorités nationales et locales, les populations vulnérables, y compris les filles et les garçons des écoles maternelles et primaires, les petits exploitants et les paysans sans terre (femmes et hommes), les personnes vivant avec le VIH et les patients atteints de tuberculose.

⁴⁷ Les handicaps continueront d'être pris en compte dans les interventions: les groupes vulnérables seront prioritaires lors des distributions de vivres du PAM, et seront aidés par des mandataires dont l'identité sera vérifiée pour récupérer leurs vivres.

⁴⁸ Les activités tiendront compte de la nutrition, contribueront à transformer les relations entre les sexes et prendront en considération la vulnérabilité et les besoins en matière de protection.

56. Il demeure nécessaire de soutenir directement les personnes vulnérables pour combler les lacunes des filets de protection sociale, et le renforcement de l'appui technique destiné à aider le Gouvernement à améliorer la protection sociale contribuera à pérenniser la sécurité alimentaire. Le PAM fournira des transferts de vivres et des transferts de type monétaire de manière équitable aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons, et aidera le Gouvernement à mettre en place des programmes nationaux de protection sociale, à augmenter ses capacités de préparation aux situations d'urgence pour faire face à différents types de catastrophe et à renforcer la logistique et les chaînes de valeur afin d'améliorer les systèmes alimentaires dans les situations d'urgence et hors périodes de crise. L'effet direct stratégique 2 contribue à la réalisation de la cible 1 de l'ODD 2 et du résultat stratégique 1 du PAM.

Domaine d'action privilégié

57. Les activités menées pour obtenir cet effet direct stratégique seront axées sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

58. Les huit produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct stratégique attendu:
- Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de programmes nationaux plus efficaces pour améliorer leur accès à la nourriture (niveau 3).
 - Les filles et les garçons ciblés reçoivent des repas ou des collations scolaires pour améliorer leur accès à la nourriture (niveau 1).
 - Les femmes, les hommes, les filles et les garçons ciblés reçoivent une éducation sanitaire et nutritionnelle par l'intermédiaire des écoles pour améliorer leurs connaissances en matière de nutrition (niveau 1).
 - Les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire reçoivent, dans le cadre d'activités de création d'actifs, des transferts de type monétaire ou des transferts de vivres destinés à subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels de leur ménage (niveau 1).
 - Les membres des communautés bénéficient de la création et de la remise en état d'actifs destinés à améliorer leur résilience face aux catastrophes et à renforcer leurs moyens d'existence (niveau 2).
 - Les membres des communautés bénéficient d'une éducation sanitaire et nutritionnelle destinée à améliorer leurs connaissances en matière de nutrition (niveau 2).
 - Les personnes vivant avec le VIH et les patients atteints de tuberculose reçoivent des transferts de vivres et/ou des transferts de type monétaire destinés à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (niveau 1).
 - Les personnes vivant avec le VIH, les patients atteints de tuberculose et les aidants reçoivent des messages et des conseils en matière de santé et de nutrition destinés à améliorer leurs connaissances dans le domaine de la nutrition (niveau 1).

Activités essentielles

Activité 2: Fournir des conseils techniques, un soutien aux politiques et des cours de formation au Gouvernement pour améliorer la mise en œuvre des programmes nationaux de protection sociale et de préparation aux situations d'urgence et le fonctionnement des systèmes alimentaires

59. Conformément au Plan stratégique national pour la protection sociale, le PAM collaborera avec le Gouvernement afin de mettre en place des programmes nationaux pérennes d'alimentation scolaire et de création d'actifs, tout en promouvant la nutrition, l'éducation et les moyens d'existence⁴⁹. Ce soutien comprendra une assistance technique relative aux transferts de type monétaire dans le cadre de programmes de protection sociale, d'activités de préparation aux

⁴⁹ Les activités de conseil en matière de politiques et d'assistance technique menées par le PAM seront axées sur la logistique ainsi que sur les questions liées aux programmes et à l'action des pouvoirs publics dans le but à terme de transférer les opérations au Gouvernement.

situations d'urgence et d'interventions de secours et de redressement; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes seront prises en compte de manière systématique.

60. Pour aider le Gouvernement à améliorer la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence, le PAM renforcera les capacités dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la logistique et des technologies de l'information et de la communication en situation d'urgence. Cette assistance sera fournie conformément aux priorités du Gouvernement, en utilisant la sécurité alimentaire comme point de départ. Elle consistera à fournir une assistance technique, à améliorer les infrastructures et les équipements, à renforcer les capacités et à fournir des conseils stratégiques⁵⁰. Le PAM établira également une base de référence pour mesurer l'indice des capacités de préparation aux situations d'urgence.
61. Le PAM collaborera avec le Gouvernement et des partenaires tels que la FAO et des instituts de recherche afin de rendre les systèmes alimentaires plus efficaces et d'améliorer de manière équitable le bien-être économique et social des communautés en renforçant les capacités des petits exploitants (femmes et hommes) pour optimiser les chaînes de valeur, obtenir des aliments de meilleure qualité, réduire les pertes après récolte et créer une demande sur les marchés. Le PAM travaillera avec le secteur privé pour promouvoir la consommation d'aliments enrichis et augmenter les capacités locales de production d'aliments de qualité, en favorisant les productrices locales pour remédier aux inégalités économiques.
62. Le PAM assurera des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités à l'intention des partenaires gouvernementaux afin d'améliorer la qualité, la fiabilité, la viabilité et l'utilisation des systèmes de suivi des informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en y intégrant la ventilation des données et l'analyse de la problématique hommes-femmes et en produisant des données factuelles pour appuyer la conception et le ciblage des programmes à l'échelle nationale et infranationale⁵¹.

Activité 3: Mettre en œuvre un programme complet d'alimentation scolaire dans les écoles ciblées pour appuyer le programme national

63. Dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire, le PAM distribuera des collations nutritives ou des repas cuisinés aux garçons et aux filles des écoles ciblées. Le programme d'alimentation scolaire étendra la distribution de biscuits à haute teneur énergétique à de nouvelles zones afin de permettre aux élèves d'accéder à des aliments nutritifs et à l'éducation; il est envisagé de passer à des repas achetés localement, idéalement à des femmes. Un ensemble d'activités axées sur l'alimentation scolaire seront menées, promouvant notamment de bonnes pratiques de santé et d'hygiène, et une éducation nutritionnelle sera dispensée en associant les membres des communautés, y compris les aidants hommes et femmes, pour veiller à ce que les messages soient diffusés⁵². La participation des communautés sera une composante majeure du programme – de la préparation à la distribution des repas en passant par l'approvisionnement local. Il sera possible de mener des activités Assistance alimentaire contre travail.

Activité 4: Fournir aux populations ciblées une assistance alimentaire ou de type monétaire assortie de conditions pour appuyer la création et la remise en état d'actifs, et leur communiquer en parallèle des messages sur la nutrition

64. Les activités de création d'actifs cibleront les ménages et les communautés vulnérables, en particulier les populations passant de l'aide humanitaire au soutien au redressement: le but est de

⁵⁰ Assistance technique, amélioration des entrepôts et autres équipements, technologies de l'information destinées aux opérations d'urgence et aux centres de formation du Gouvernement, renforcement des capacités logistiques dans les situations d'urgence, formation de formateurs et exercices de préparation, et conseils pour l'élaboration de plans de préparation aux situations d'urgence et le développement des capacités.

⁵¹ L'analyse de la problématique hommes-femmes et les évaluations tenant compte des questions de protection et de nutrition faciliteront la prise de décisions fondées sur des données factuelles concernant les besoins et les modalités de transfert et amélioreront la sécurité alimentaire et la résilience des populations les plus vulnérables.

⁵² Les cours de formation en matière de santé et d'hygiène, en particulier dans le cadre de la préparation des repas scolaires, cibleront les membres des communautés gérant la distribution des produits alimentaires dans les écoles. Des approches à dimension nutritionnelle, consistant par exemple à relier des programmes de potagers scolaires à l'éducation à la nutrition, seront mises en place.

gérer les risques et de renforcer les moyens d'existence en investissant dans des actifs matériels et productifs⁵³. Ces activités consisteront à construire, installer ou réparer des infrastructures telles que des routes, des ponts, des actifs agricoles, des actifs susceptibles de résister aux catastrophes, des entrepôts, des points de distribution de produits alimentaires et des actifs à dimension nutritionnelle comme des points d'eau et des potagers familiaux ou scolaires. Les femmes et les hommes bénéficiaires choisiront les actifs en fonction de leurs besoins, et les détiendront et les géreront de manière équitable⁵⁴. Les activités offriront aux hommes et aux femmes les mêmes possibilités de prise de décisions et de participation, les mêmes avantages et le même accès aux actifs, et permettront de s'attaquer aux disparités dues aux soins et travaux domestiques non rémunérés. Une approche participative fondée sur les communautés aidera les femmes et les groupes vulnérables à acquérir plus d'autonomie. Ces activités seront complétées par la diffusion de messages sur la nutrition.

Activité 5: Fournir une assistance alimentaire et/ou de type monétaire non assortie de conditions et communiquer en parallèle des messages et des conseils en matière de nutrition à l'intention des personnes vivant avec le VIH et des patients atteints de tuberculose

65. Le PAM continuera d'œuvrer en faveur du soutien à apporter aux personnes vivant avec le VIH et aux patients atteints de tuberculose dans le cadre du Plan stratégique national pour la protection sociale, et aidera le Gouvernement à appliquer celui-ci. Un assortiment alimentaire composé de riz enrichi et d'un mélange blé-soja amélioré sera distribué dans les établissements de santé à des fins de supplémentation nutritionnelle conformément aux programmes du Gouvernement, dans le but de renforcer le respect des traitements et de répondre aux besoins nutritionnels essentiels.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, la nutrition des enfants de moins de 5 ans au Myanmar s'améliore conformément aux objectifs nationaux

66. Cet effet direct ciblera les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les enfants de moins de 5 ans dans les situations d'urgence et hors périodes de crise afin d'améliorer leur nutrition avant, pendant et après les chocs, conformément à la politique du PAM en matière de nutrition (2017-2021).
67. L'augmentation de l'offre d'aliments sains et nutritifs, le renforcement de l'accès à ces aliments ainsi que la promotion de régimes alimentaires adéquats et de comportements alimentaires appropriés contribueront à améliorer l'état nutritionnel et la résilience des individus et des communautés. Conformément aux priorités du Gouvernement, le PAM entend donc: préconiser et mettre en œuvre des interventions de prévention spécifiquement axées sur la nutrition et à dimension nutritionnelle; assurer le traitement de la malnutrition aiguë modérée; contribuer à la préparation aux situations d'urgence sous l'angle de la nutrition; et aider le Gouvernement à renforcer les moyens dont il dispose pour mener des interventions nutritionnelles équitables. Toutes les activités seront pilotées par le Ministère de la santé et des sports et mises en œuvre en collaboration avec le Centre national pour la nutrition; une approche en faveur de l'égalité des sexes aidera à rééquilibrer les rôles dévolus par la société aux deux sexes. L'effet direct stratégique 3 contribue à la réalisation de la cible 2 de l'ODD 2 et du résultat stratégique 2 du PAM.

Domaine d'action privilégié

68. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

⁵³ L'objectif est d'augmenter de manière équitable le pouvoir d'achat des ménages, qu'ils soient dirigés par une femme ou par un homme.

⁵⁴ Les activités seront menées en tenant compte des politiques du PAM en matière de problématique hommes-femmes et en matière de protection humanitaire.

Produits escomptés

69. Les cinq produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les enfants de moins de 5 ans bénéficient du renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour améliorer la mise en œuvre des interventions nationales en faveur de la nutrition (niveau 3).
- Les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de 2 ans et les adolescentes reçoivent des transferts de type monétaire et des transferts de vivres pour subvenir à leurs besoins nutritionnels (niveau 1).
- Les aidant(e)s, les adolescentes, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les membres des communautés bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements dans les domaines de la nutrition, des pratiques de soins et des régimes alimentaires sains, l'objectif étant d'améliorer leurs connaissances, leurs attitudes et leurs pratiques (niveau 1).
- Les filles et les garçons de moins de 5 ans souffrant de malnutrition, les femmes enceintes et les mères allaitantes et les adolescentes bénéficient d'un ensemble d'activités nutritionnelles destinées à traiter la malnutrition aiguë (niveau 1).
- Les filles et les garçons de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes et les adolescentes touchés par une crise ou exposés à un risque de crise bénéficient d'un ensemble d'activités nutritionnelles destinées à prévenir la malnutrition aiguë (niveau 1).

Activités essentielles

Activité 6: Fournir au Gouvernement et aux partenaires un appui à la mise en œuvre, des conseils fondés sur des travaux de recherche et une assistance technique concernant les politiques et les plans d'action nationaux

70. Le PAM donnera la priorité à l'assistance technique destinée au Gouvernement afin de renforcer les capacités dont ce dernier dispose pour mettre en œuvre et suivre ses interventions en faveur de la nutrition. Le PAM et ses partenaires appuieront la mise en place de directives nationales relatives à la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë pour transposer les traitements à plus grande échelle et prévenir l'émaciation. Cette assistance, qui comprend des activités en faveur de la nutrition dans les situations d'urgence ainsi que des travaux de recherche consacrés aux modèles de traitement et de prévention, sera étendue aux niveaux national et décentralisé.
71. Le PAM soutiendra la production de données factuelles, par exemple au moyen de l'outil destiné à combler le déficit en nutriments, pour éclairer les politiques et les plans d'action du Gouvernement et la mise en œuvre d'actions nationales d'amélioration de la nutrition. Des activités conjointes de sensibilisation par le biais de plateformes nationales, du mouvement SUN et de l'initiative Faim zéro par exemple, appuieront les approches multisectorielles coordonnées et les mécanismes de gouvernance. Le PAM, la FAO et l'UNICEF continueront de recommander la prise en compte systématique de la nutrition et l'intégration d'approches à dimension nutritionnelle dans les politiques, les plans d'action, le ciblage et le suivi, dans tous les secteurs. Compte tenu des hauts niveaux de malnutrition en milieu urbain, le PAM préconisera et appuiera le renforcement des interventions nutritionnelles dans les zones urbaines pauvres. Il préconisera également l'ajout de riz enrichi dans les aides prévues au titre des politiques pertinentes et soutiendra l'augmentation de la production et de la consommation de cet aliment. Les activités de sensibilisation s'inspireront des concepts de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Activité 7: Mettre en œuvre des interventions de prévention en matière de nutrition à l'intention des adolescentes, des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 2 ans, et mettre en place des programmes communautaires d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants utilisant des transferts de type monétaire destinés aux mères de jeunes enfants et des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements

72. Le PAM travaillera aux côtés du Gouvernement, des autorités locales, des communautés et du secteur privé pour faciliter au maximum l'accès à des aliments nutritifs produits localement et

leur consommation. Il collaborera avec des partenaires dans le cadre d'initiatives de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin d'encourager une alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, une diversification du régime alimentaire et des pratiques de soins qui soient appropriées et qui contribuent à transformer les relations entre les sexes⁵⁵. Le programme de transferts de type monétaire fondé sur des données factuelles, qui est destiné aux mères de jeunes enfants, sera étendu et combiné à des interventions nutritionnelles selon que de besoin, conformément aux approches suivies par le Gouvernement et le groupe de travail sur l'assistance monétaire.

73. Le PAM continuera d'appuyer la production locale et la consommation d'aliments nutritifs tels que le riz enrichi pour remédier aux carences en micronutriments⁵⁶, et recherchera les moyens de transposer à plus grande échelle la production locale et l'accès aux marchés mondiaux en collaboration avec le Gouvernement et les partenaires. Il s'emploiera à améliorer la qualité du riz enrichi et l'accès à cet aliment en renforçant la consommation dans ses programmes et en encourageant son utilisation dans les interventions d'urgence et les programmes de protection sociale et sur les marchés. Cette approche profitera aux personnes touchées par une crise, aux personnes vivant avec le VIH, aux personnes handicapées, aux patients atteints de tuberculose multirésistante et aux bénéficiaires des programmes de création d'actifs.

Activité 8: Fournir des aliments nutritifs spécialisés pour le traitement et la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes et les mères allaitantes, les adolescentes et les enfants de moins de 5 ans

74. Dans les régions connaissant des problèmes d'accès aux services de santé, une forte prévalence de l'émaciation et un risque élevé de morbidité et de mortalité chez les enfants, le PAM fournira des traitements de la malnutrition aiguë modérée et une supplémentation alimentaire généralisée en partenariat avec le Gouvernement et des partenaires coopérants; cette collaboration comprendra des interventions nutritionnelles dans les situations d'urgence. Le rôle principal du PAM dans les situations d'urgence tout ce qui est de la nutrition est de s'assurer que les enfants de moins de 5 ans ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes touchés par une crise et les autres personnes exposées au risque de malnutrition reçoivent des nutriments adéquats et non uniquement des vivres en quantité suffisante.

3.3 Stratégies de transition et de retrait

75. Certaines des populations touchées par une crise auxquelles s'adresse l'effet direct stratégique 1 pourraient avoir besoin d'une assistance alimentaire et/ou monétaire directe après le présent PSP. Les bénéficiaires qui se trouvent dans une situation d'après-crise bénéficieront d'un appui aux moyens d'existence assorti de conditions au titre de l'effet direct stratégique 2 dans le cadre de la stratégie de développement axée sur les moyens d'existence, conformément aux recommandations issues de l'évaluation réalisée récemment. Les stratégies de transition ou de retrait s'appuieront sur les consultations menées avec les communautés concernées, sur une analyse de la problématique hommes-femmes et sur une analyse des préoccupations et des sensibilités propres au contexte. Des modalités mixtes ou des transferts de type monétaire seront utilisés pour faciliter la transition.
76. Le présent PSP maintient la mise en œuvre directe d'opérations, mais il prévoit aussi de mettre l'accent sur le renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires coopérants, en particulier des organisations non gouvernementales (ONG), pour instaurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable. Les capacités limitées des partenaires coopérants, lors des activités de création d'actifs ou des activités nutritionnelles par exemple, ont été mises en

⁵⁵ L'un des principaux objectifs est de renforcer l'alimentation complémentaire des jeunes enfants, garçons et filles, ainsi que la diversité des apports nutritifs des femmes et des adolescentes. Les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements peuvent aussi contribuer à réaliser d'autres objectifs et interventions en matière de nutrition que ceux liés à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et aux pratiques de soins: renforcement de la consommation de riz enrichi, comportement positif en matière de santé et dépistage précoce de la malnutrition aiguë modérée à l'échelle des communautés.

⁵⁶ Elle sera menée parallèlement à d'autres initiatives destinées à diversifier le régime alimentaire.

évidence par l'évaluation des opérations. Le PAM renforcera les capacités des ONG au moyen de cours de formation et de liens avec les réseaux de connaissances.

4. Modalités de mise en œuvre

4.1 Analyse des bénéficiaires

77. Le travail effectué "en amont" en matière de renforcement des capacités va devenir de plus en plus important. Les activités 2 et 6 bénéficieront aux personnes en situation d'insécurité alimentaire, aux personnes vulnérables sur le plan nutritionnel ou exposées au risque de malnutrition et aux populations souffrant de malnutrition, à la faveur de l'amélioration ou du renforcement des systèmes et des capacités du Gouvernement.
78. S'agissant de la mise en œuvre directe, l'activité 1 ciblera les populations déplacées et touchées par une crise dans les États de Kachin, Rakhine et Shan, les réfugiés du Myanmar revenant des camps situés à la frontière thaïlandaise à l'occasion des opérations visant à faciliter les retours et les victimes de catastrophes naturelles. La mise en œuvre directe au titre de l'effet direct stratégique 2 ciblera les écoles dans les zones où les indicateurs relatifs à l'éducation sont mauvais et où l'insécurité alimentaire est forte (activité 3), les populations touchées par une crise effectuant la transition vers le redressement (activité 4) et les zones enregistrant une forte prévalence du VIH et de la tuberculose (activité 5). Les activités 7 et 8 menées au titre de l'effet direct stratégique 3 cibleront les zones touchées par une crise et les États et les régions connaissant une forte prévalence du retard de croissance, de l'émaciation et des carences en micronutriments. Le système numérique de gestion des bénéficiaires et des transferts du PAM (SCOPE) a été expérimenté en 2017 et sera utilisé pendant la période couverte par le PSP.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

Effet direct stratégique	Activité	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
1	1: Fournir des transferts de vivres et/ou des transferts de type monétaire non assortis de conditions aux populations touchées par une crise	93 000	72 600	88 100	80 100	333 800
2	2: Fournir des conseils techniques, un soutien aux politiques et des cours de formation au Gouvernement pour améliorer la mise en œuvre des programmes nationaux de protection sociale et de préparation aux situations d'urgence et le fonctionnement des systèmes alimentaires	—	—	—	—	—
	3: Mettre en œuvre un programme complet d'alimentation scolaire dans les écoles ciblées pour appuyer le programme national	—	—	481 250	521 350	1 002 600
	4: Fournir aux populations ciblées une assistance alimentaire ou de type monétaire assortie de conditions pour appuyer la création et la remise en état d'actifs, et leur communiquer en parallèle des messages sur la nutrition	241 900	270 800	153 400	150 900	817 000
	5: Fournir une assistance alimentaire et/ou de type monétaire non assortie de conditions et communiquer en parallèle des messages et des conseils en matière de nutrition à l'intention des personnes vivant avec le VIH et des patients atteints de tuberculose	40 400	61 450	3 900	3 500	109 250

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

Effet direct stratégique	Activité	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
3	6: Fournir au Gouvernement et aux partenaires un appui à la mise en œuvre, des conseils fondés sur des travaux de recherche et une assistance technique concernant les politiques et les plans d'action nationaux	–	–	–	–	–
	7: Mettre en œuvre des interventions de prévention en matière de nutrition à l'intention des adolescentes, des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 2 ans, et mettre en place des programmes communautaires d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants utilisant des transferts de type monétaire destinés aux mères de jeunes enfants et des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements	32 300	–	34 000	30 600	96 900
	8: Fournir des aliments nutritifs spécialisés pour le traitement et la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes et les mères allaitantes, les adolescentes et les enfants de moins de 5 ans	93 700	–	206 250	199 750	499 700
Total*		963 400	935 400	376 000	514 400	2 789 200

* Les totaux ont été ajustés pour tenir compte du double comptage des enfants bénéficiant du traitement et de la prévention de la malnutrition aiguë dans le cadre de l'activité 8 qui reçoivent aussi des secours d'urgence dans le cadre de l'activité 1, ainsi que du double comptage des personnes bénéficiant à la fois de transferts de vivres et de transferts de type monétaire. Les chiffres de bénéficiaires seront ventilés par sexe et par âge.

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

79. Après les changements de réglementation survenus récemment, les transferts d'argent par téléphone portable sont désormais possibles pour la première fois. Le PAM a donc entamé une collaboration avec une entreprise privée de télécommunications pour mettre en place un programme expérimental de porte-monnaie électronique en janvier 2017.
80. Le tableau 3 indique que les transferts sous forme monétaire représenteront 36 pour cent de la valeur totale des transferts d'après les prévisions, une proportion qui devrait augmenter au fil du temps. L'utilisation de riz enrichi augmentera également dans le cadre des activités 1 et 5.
81. Le Plumpy'Doz sera utilisé dans les interventions d'urgence pour prévenir l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans⁵⁷. Le Plumpy'Sup destiné au traitement de la malnutrition aiguë modérée sera introduit au cours de la mise en œuvre du PSP afin de remplacer le mélange blé-soja enrichi et amélioré, pour des raisons d'économies liées au raccourcissement de la durée du traitement et à la réduction des quantités et du fait de la facilité d'intégration de l'approvisionnement, du stockage et de la logistique dans le système national de santé.

⁵⁷ Le Plumpy'Doz peut aussi être utilisé pour faire face aux catastrophes au titre de l'effet direct stratégique 1, et dans les situations d'urgence nutritionnelle dans le cadre d'une intervention autonome liée à l'activité 8 au titre de l'effet direct stratégique 3.

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ou VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour)
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct stratégique 1			Effet direct stratégique 2							Effet direct stratégique 3							
	Activité 1			Activité 3			Activité 4		Activité 5			Activité 7			Activité 8			
Type de bénéficiaires	Populations touchées par une crise			Élèves des écoles primaires			Création d’actifs – hommes et femmes de 18 à 59 ans et leur ménage		Personnes vivant avec le VIH		Patients atteints de tuberculose	Enfants de moins de 2 ans	Femmes enceintes et mères allaitantes et adolescentes		Enfants de moins de 5 ans	Femmes enceintes et mères allaitantes et adolescentes	Enfants de moins de 5 ans	Femmes enceintes et mères allaitantes et adolescentes
Modalité	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres + transferts de type monétaire	Vivres	Transferts de type monétaire		Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres
Céréales	450		450	150			450		400		400							
Légumes secs	60			50			60		60		60							
Huile	15/30						20		33		33							
Sel	5						5		5		5							
Sucre																		
SuperCereal avec sucre									50		50		100			100		200
SuperCereal Plus												100			100		200	
Biscuit à haute teneur énergétique					75													
Plumpy’Sup																	92	
Plumpy’Doz												46						
Micronutriments en poudre																		
Total kcal/jour	1 956/ 2 089		1 620	708	338		2 015		2 126		2 126	401	381		401	381	802	763

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ou VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour)
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct stratégique 1			Effet direct stratégique 2						Effet direct stratégique 3								
	Activité 1			Activité 3		Activité 4		Activité 5			Activité 7			Activité 8				
Type de bénéficiaires	Populations touchées par une crise			Élèves des écoles primaires		Création d'actifs – hommes et femmes de 18 à 59 ans et leur ménage		Personnes vivant avec le VIH		Patients atteints de tuberculose	Enfants de moins de 2 ans	Femmes enceintes et mères allaitantes et adolescentes		Enfants de moins de 5 ans	Femmes enceintes et mères allaitantes et adolescentes	Enfants de moins de 5 ans	Femmes enceintes et mères allaitantes et adolescentes	
Modalité	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres + transferts de type monétaire	Vivres	Transferts de type monétaire		Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres
% de kcal d'origine protéique	8,8/8,2		7,3	11,8	11,1		8,6		9		9	18,1	17,2		18,1	17,2	18,1	17,2
Espèces (dollars/personne/jour)		0,25-0,37*	0,12			0,10		2,5		0,77			0,40					
Nombre de jours d'alimentation	30	30	30	22 jours par mois pendant neuf mois		60 jours par an		30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30

* La valeur monétaire varie en fonction de la vulnérabilité des ménages et des prix sur les marchés.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type d'aliments/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	112 175	36 456 908
Légumes secs	13 577	8 146 008
Huile et matières grasses	6 081	5 533 410
Aliments composés et mélanges	57 409	56 889 963
Autre	1 046	156 879
Total (produits alimentaires)	190 288	107 183 168
Transferts de type monétaire	–	61 423 266
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	190 288	168 606 433

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

82. Le renforcement des capacités du pays appuiera la réalisation des objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et contribuera à l'élimination progressive de la mise en œuvre directe dans le but d'une appropriation nationale et de la pérennisation des modèles de financement au titre des effets directs stratégiques 2 et 3.
83. Les activités respecteront les principes définis par le PAM pour renforcer les capacités de manière efficace en contribuant à transformer les relations entre les sexes⁵⁸, et seront fondées sur des consultations menées avec les ministères pour déterminer les besoins. Le PAM élaborera des outils pour assurer un suivi systématique des activités de renforcement des capacités et rendra compte tous les ans des progrès accomplis par rapport aux objectifs.
84. Le PAM facilitera l'échange des connaissances, des compétences et des savoir-faire entre le Gouvernement et d'autres pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud; des partenariats avec ses centres d'excellence seront également étudiés⁵⁹. Il aidera le Gouvernement à élaborer des solutions innovantes pour venir à bout de la faim et rendra compte des avancées obtenues dans le cadre des échanges Sud-Sud.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

85. Le PAM soutiendra l'économie locale en s'approvisionnant en riz, en légumes secs et en sel iodé sur le marché intérieur, le plus près possible de ses zones d'intervention et des populations vulnérables. Il continuera d'acheter au moins 10 pour cent de son riz aux groupes de petits producteurs, en particulier aux femmes. Étant donné qu'il n'est pas possible de se procurer dans le pays des aliments composés enrichis et de l'huile correspondant aux critères de prix et de qualité du PAM, ces produits continueront d'être achetés sur le marché international. Le PAM recherchera également des moyens de développer la production locale d'aliments enrichis pendant la période couverte par le PSP.
86. Du fait du mauvais état des routes, des conditions climatiques défavorables et de l'insécurité, il est nécessaire de définir des modalités de transport multimodes complexes pour prépositionner des produits alimentaires. Le PAM a donc mis en place un système adaptable et peu coûteux, et peut passer des transferts de type monétaire à la distribution de vivres et inversement, lorsque

⁵⁸ Ces principes sont les suivants: partenariats avec les ministères et les départements; consensus sur les capacités à renforcer et sur l'appropriation du processus par les ministères et les départements aidés; reconnaissance et augmentation des capacités existantes; relation de confiance et d'engagement mutuels; et reconnaissance du fait que le renforcement des capacités nécessite du temps, de la patience et de la souplesse.

⁵⁹ À la suite d'un échange sur l'alimentation scolaire avec le Centre d'excellence du PAM au Brésil en 2017, des visites au Centre d'excellence pour la transformation rurale en Chine et au Centre d'excellence sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Inde pourront être programmées.

l'accès devient difficile ou quand les prix des produits alimentaires sur les marchés locaux fluctuent.

87. Le PAM travaillera aux côtés du Gouvernement pour mettre au point des activités adaptées aux contextes locaux et rechercher les moyens de renforcer les capacités nationales⁶⁰. Il collaborera avec les autorités et des opérateurs de la chaîne d'approvisionnement pour coordonner la logistique et les informations, et fournira un appui logistique à d'autres organisations sous la forme de services communs d'achat, de stockage et de transport afin de mener des interventions humanitaires en temps voulu.
88. Le Myanmar étant un pays exposé aux catastrophes doté d'un système d'approvisionnement complexe, de nombreuses activités de préparation et d'intervention sont intégrées dans les composantes des chaînes d'approvisionnement. Le PAM a conclu des accords à long terme avec des fournisseurs locaux pour permettre l'achat rapide de produits alimentaires en cas de catastrophes soudaines. Son équipement logistique comprend des dispositifs de stockage mobiles et des bateaux pour transporter les marchandises dans les zones inondées. En sa qualité de fournisseur de services communs à l'intention des partenaires humanitaires, le PAM évalue en permanence les situations locales sur le plan logistique, échange des informations avec les partenaires des chaînes d'approvisionnement et forme le personnel des autorités locales et les partenaires logistiques.

4.4 Partenariats

89. Conformément à sa stratégie institutionnelle en matière de partenariat (2014-2017) et à l'Accord de Nay Pyi Taw de 2013 pour une coopération efficace au service du développement, le PAM continuera de développer ses relations avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies, les partenaires coopérants, les partenaires de financement et les autres parties prenantes pour contribuer à éliminer la faim et à réaliser les ODD. Il signera un accord avec le Ministère de la planification et des finances, dans le cadre duquel des plans de travail annuels seront examinés avec les ministères⁶¹.
90. Le PAM travaillera aux côtés du Ministère de la santé et des sports pour appuyer les 20 mesures nutritionnelles prioritaires au sein d'une collaboration multisectorielle, et aidera le Ministère de l'aide sociale, des secours et de la réinstallation à mettre en œuvre le Plan stratégique national pour la protection sociale. Le renforcement des capacités destiné au Ministère de l'éducation consistera principalement à élaborer un programme national d'alimentation scolaire. Le PAM poursuivra son partenariat avec le Comité national du Myanmar chargé de la condition de la femme et d'autres associations pour faire avancer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
91. Le PAM renforcera le rôle de chef de file du secteur de la sécurité alimentaire qu'il assure en partenariat avec la FAO dans le cadre de leur collaboration dans les domaines de la préparation et de l'intervention en cas de situation d'urgence, du suivi et de l'évaluation, de l'égalité des sexes, de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité et des approches à dimension nutritionnelle. La FAO et le PAM aideront le Gouvernement à diriger la coordination à long terme du secteur de la sécurité alimentaire. Les partenariats avec des fonds d'affectation spéciale tels que le Fonds d'affectation spéciale Modes de subsistance et sécurité alimentaire et le Réseau des Nations Unies pour la nutrition et la sécurité alimentaire seront maintenus.
92. Le Gouvernement a demandé au PAM d'activer le Réseau SUN du secteur privé. Le PAM collaborera avec l'équipe de pays pour l'action humanitaire et le groupe de coordination intersectoriel pour élaborer des aperçus des besoins humanitaires et des plans d'aide humanitaire. Le PAM dirige le groupe de travail sur l'assistance monétaire qui réunit des organismes des

⁶⁰ Cette collaboration a débouché sur des innovations telles que le reconditionnement de produits alimentaires sous des formes adaptées aux patients pour les activités de lutte contre le VIH et la tuberculose, et permis de mettre en place des cours de formation sur la coordination du stockage et du transport à l'intention de spécialistes de l'éducation au niveau des districts, ainsi que le transfert à ces derniers de la responsabilité de cette formation.

⁶¹ Pour l'IPSR, le PAM a passé un accord de base avec le Ministère de la planification et des finances, une lettre d'entente avec le Ministère des affaires frontalières et des lettres d'accord/d'intention avec les Ministères de l'éducation, de la santé et des sports, de l'aide sociale, des secours et de la réinstallation, et de l'agriculture et de l'irrigation.

Nations Unies et des ONG. Il poursuivra les partenariats opérationnels et la coordination des opérations avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'UNICEF.

93. Le PAM entend collaborer avec des partenaires locaux et internationaux, et les associer aux activités d'examen préalable, de transport, de stockage, de distribution et de suivi et d'évaluation. Il s'emploiera à renforcer les capacités des ONG locales et des organisations de la société civile pour promouvoir des interventions contribuant à transformer les relations entre les sexes, qui soient adaptées au contexte. Le PAM travaillera aux côtés du secteur privé pour exploiter les plateformes de transfert de type monétaire et mener des projets d'enrichissement local des aliments, et collaborera avec les milieux universitaires et des instituts de recherche pour produire des données factuelles susceptibles d'être exploitées dans les initiatives d'élaboration des politiques et des programmes.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

94. La mise en œuvre du PSP sera appuyée par une stratégie de suivi et d'évaluation adaptée à la problématique hommes-femmes pour 2018-2022, qui guidera le suivi de la performance, l'obligation redditionnelle et l'apprentissage et soutiendra le processus de renforcement des capacités nationales, conformément au Cadre de résultats institutionnels et à la stratégie institutionnelle en matière de suivi.
95. Le suivi des programmes sera assuré en application des modes opératoires normalisés et d'autres documents. Un plan de suivi, d'examen et d'évaluation définira les exigences particulières relatives au suivi des indicateurs et à la planification des examens et des évaluations décentralisées.
96. Les effets directs, les processus et les indicateurs transversaux arrêtés à l'échelle institutionnelle seront suivis au moins une fois par an, dans le cadre du suivi des distributions ou du suivi post-distribution. La collecte et l'analyse des données ainsi que les rapports seront ventilés au niveau géographique le plus précis possible et par sexe et par âge le cas échéant; les analyses tiendront normalement compte de la problématique hommes-femmes, de l'âge et de la protection. Le niveau de réalisation du PSP sera communiqué périodiquement dans les publications du PAM, les rapports de suivi réguliers et les notes d'information thématiques ou les notes d'information à l'intention des donateurs.
97. Le suivi des programmes du PAM est intégré dans ses systèmes internes de gestion de l'information⁶². Les personnes chargées de la collecte des données sur site et à distance utiliseront les technologies mobiles les plus récentes et les plateformes de gestion des données⁶³.
98. Des modalités conjointes de suivi seront définies pour faciliter l'appropriation des données, le partage des connaissances et la réduction des coûts⁶⁴. Un suivi des prix des produits alimentaires et des évaluations de la vulnérabilité et des besoins seront menés en coopération avec les ministères et les départements compétents.
99. Le Bureau de l'évaluation fera réaliser une évaluation indépendante du portefeuille d'activités du PSP en 2021 afin de faire le point sur la performance et les résultats de celui-ci et d'éclairer l'orientation future des programmes. Cette évaluation sera complétée par au moins une évaluation décentralisée et deux examens, qui couvriront toutes les activités mises en œuvre au titre du PSP. La date d'exécution et la couverture de ces évaluations seront arrêtées en fonction des exigences des parties prenantes, des données factuelles nécessaires et des besoins en matière d'apprentissage; des ressources ont été budgétisées en conséquence. Le PAM soutiendra des

⁶² COMET, l'outil de nouvelle génération pour l'établissement des rapports normalisés sur les projets et SCOPE.

⁶³ Ces plateformes permettent notamment de recueillir et d'analyser des données et de réaliser une analyse et une cartographie de la vulnérabilité en utilisant la téléphonie mobile.

⁶⁴ La collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la FAO et l'Unité chargée de la gestion de l'information du Myanmar devrait permettre d'élaborer et de gérer des plateformes communes de suivi telles que le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

processus tels que les évaluations conjointes menées avec d'autres partenaires des Nations Unies. Les décisions relatives aux programmes s'appuieront sur le suivi régulier des activités, les évaluations décentralisées et les examens utilisant un mécanisme de suivi et de retour d'information.

5.2 Gestion des risques

100. Parmi les risques contextuels figurent les conflits armés, qui entravent l'accès du PAM, et les catastrophes naturelles, qui entraînent des déplacements de population et la perte de moyens d'existence. Ces risques seront atténués en collaboration avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies et des partenaires coopérants dans le cadre des interventions immédiates; la résilience à long terme sera assurée à la faveur du renforcement des capacités du Gouvernement, en particulier en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence.
101. Entre autres risques liés aux programmes, on citera le manque de capacités des partenaires coopérants dans certains secteurs et domaines, ce qui pourrait compromettre la qualité et le degré d'opportunité des programmes et limiter les possibilités de transposition des activités à plus grande échelle. L'accentuation du renforcement des capacités des partenaires coopérants et la facilitation de l'apprentissage à partir des évaluations de leur performance et de leurs capacités aideront à atténuer ce risque.
102. Dans les zones touchées par un conflit, le PAM veillera à ce que ses programmes n'aggravent pas les tensions et à ce que des dispositifs soient en place pour assurer la sûreté et la sécurité de son personnel, du personnel de ses partenaires et de ses bénéficiaires. Le PAM a augmenté la fréquence du suivi et de l'établissement des profils des moyens d'existence, activités qui comprennent des questions sur les aspects liés à la protection. L'information et la consultation en temps voulu et précises des communautés dans le cadre de discussions de groupe et le dispositif de réclamation et de remontée de l'information aideront également à fournir une assistance alimentaire dans de bonnes conditions de sécurité et dans le respect de la dignité des personnes.

6. Ressources au service des résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

103. L'effet direct stratégique 1, qui représente 41 pour cent du budget total, devrait diminuer au cours de la période couverte par le PSP à mesure que les personnes déplacées retourneront chez elles ou se réinstalleront ailleurs et que s'opèrera la transition consistant à passer de l'assistance non assortie de conditions au renforcement de la résilience. L'effet direct stratégique 2, qui compte pour 44 pour cent du budget, augmentera au fil de l'extension de la couverture de l'alimentation scolaire. Dans le cadre de l'effet direct stratégique 3, la prévention de l'émaciation chez les populations touchées par une crise diminuera conformément à l'effet direct stratégique 1. Le renforcement des capacités prévu au titre des effets directs stratégiques 2 et 3 représente seulement 4 pour cent du budget total, mais sa proportion augmentera au fil du temps. Les investissements dans les capacités du bureau de pays en matière d'évaluation seront augmentés, et une part plus importante du budget leur sera consacrée. Le PAM entend allouer au moins 15 pour cent des fonds aux activités en faveur de l'égalité des sexes.

TABLEAU 4: BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS (À TITRE INDICATIF) (en dollars)						
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Effet direct stratégique 1	35 276 017	30 507 736	24 048 039	18 536 204	18 249 836	126 617 832
Effet direct stratégique 2	25 161 070	27 074 270	28 001 511	28 811 327	28 243 216	137 291 394
Effet direct stratégique 3	10 041 901	9 724 959	9 504 645	9 082 434	8 539 806	46 893 746
Total	70 478 989	67 306 966	61 554 195	56 429 965	55 032 858	310 802 972

6.2 Perspectives de financement

104. Le PAM dispose d'une base de donateurs diversifiée comptant plus de 20 partenaires traditionnels et émergents et partenaires du secteur privé, qui lui assure un niveau minimal de ressources et lui permet de mettre en œuvre sans interruption les opérations les plus critiques. Compte tenu de l'instabilité de la situation humanitaire dans certaines régions du Myanmar, on s'attend à ce que l'affectation de nombreuses contributions à des zones géographiques ou à des programmes en particulier se poursuive. Du fait de la récurrence des conflits ethniques et des catastrophes naturelles qui entraînent des déplacements de population à grande échelle, on prévoit le maintien de fonds suffisants pour l'effet direct stratégique 1. Les transformations politiques et socioéconomiques intervenues récemment dans le pays ont ouvert de nouvelles possibilités au titre de l'effet direct stratégique 2, notamment pour le programme d'alimentation scolaire, et pour les interventions nutritionnelles au titre de l'effet direct stratégique 3. Le financement des activités de développement, telles que la création d'actifs communautaires, la distribution d'aliments sur ordonnance pour les personnes vivant avec le VIH et les patients atteints de tuberculose et le renforcement des capacités nationales, demeurera un défi et nécessitera de nouveaux mécanismes de financement.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

105. Le PAM entend s'assurer des financements prévisibles, souples et pluriannuels pour la mise en œuvre efficace et efficiente du PSP, afin de venir en aide à 2 789 200 personnes en situation d'insécurité alimentaire, pour un budget total de 310,8 millions de dollars. Les engagements pris par le Myanmar en vue d'éliminer la faim, les autres priorités du pays et les intérêts stratégiques des donateurs guideront les activités du PAM en matière de mobilisation des ressources.
106. Le PAM cherche à diversifier ses flux de financement, en s'appuyant sur les partenariats avec des donateurs habituels et en développant les relations avec des donateurs émergents et nouveaux qui contribuent à l'action du PAM au Myanmar. Les possibilités de soutien de la part du Gouvernement seront étudiées, et il est essentiel que le pays s'engage à long terme à s'approprier et à maintenir les opérations pour pouvoir collaborer avec les institutions financières internationales. La diminution des ressources du secteur public fait que la collaboration avec le secteur privé sera encore plus importante, et il sera envisagé de solliciter une assistance sous la forme de connaissances spécialisées, d'un appui logistique et d'équipements de télécommunications. Le PAM exploitera au mieux les avantages que présentent les partenariats complémentaires conclus dans le cadre du PNUAD. Des fonds devraient être mobilisés à tous les niveaux de l'organisation.
107. La visibilité des donateurs et l'amélioration des rapports sur les activités du PAM sont importantes pour que les contributions de chacun soient reconnues et que l'obligation redditionnelle soit maintenue. Le bureau de pays met en œuvre une opération caractérisée par le souci de l'économie, axée sur les résultats et fondée sur les partenariats en s'inspirant des "3 E" – économies, efficience et efficacité. Le PAM fera de l'optimisation de l'utilisation des ressources l'une des caractéristiques de ses bonnes pratiques de gestion au sein de ses différentes unités et pendant les négociations de contrats avec les partenaires coopérants.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE MYANMAR (JANVIER 2018-DÉCEMBRE 2022)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par une crise dans des zones exposées à l'insécurité alimentaire subviennent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels toute l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses:

Les conditions de sécurité restent stables et il est possible d'accéder rapidement aux populations touchées par la crise

Les partenaires coopérants sont en mesure de mettre en œuvre les activités et de coordonner leur action avec celle du PAM de manière efficace

L'approvisionnement en produits de base est stable

Les prix des produits alimentaires sont stables

Le PAM est en mesure d'acheter localement des produits alimentaires

Les partenaires coopérants sont en mesure de mettre en œuvre les programmes axés sur la problématique hommes-femmes, la protection et la nutrition conformément aux attentes du PAM

Les groupes de bénéficiaires, y compris dans les contextes conservateurs, sont désireux de s'attaquer aux disparités entre les sexes et aux risques sur le plan de la protection ainsi que d'appuyer la réalisation d'objectifs relatifs à l'inclusion sociale

Des enquêtes peuvent être menées et des informations sont disponibles et ventilées selon divers critères

Indicateurs d'effet direct

Score de diversité du régime alimentaire

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Échelle d'insécurité alimentaire (accès) des ménages

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Activités et produits

1. Fournir des transferts de vivres et/ou des transferts de type monétaire non assortis de conditions aux populations touchées par une crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les femmes, les hommes, les filles et les garçons touchés par une crise reçoivent des transferts de vivres et/ou des transferts de type monétaire en temps voulu pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels quotidiens (niveau 1). (A. Ressources transférées)

Les femmes, les hommes, les filles et les garçons touchés par une crise reçoivent des transferts de vivres et/ou des transferts de type monétaire en temps voulu pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels quotidiens (niveau 1). (B. Aliments nutritifs fournis)

Effet direct stratégique 2: Les personnes vulnérables des États et régions connaissant un haut niveau d'insécurité alimentaire et/ou de malnutrition ont accès à la nourriture toute l'année

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses:

Les conditions de sécurité restent stables et il est possible d'accéder rapidement aux populations vulnérables

Les partenaires coopérants sont en mesure de mettre en œuvre les activités et de coordonner leur action avec celle du PAM de manière efficace

L'approvisionnement en produits de base est stable

Les prix des produits alimentaires sont stables

Le PAM est en mesure d'acheter localement des produits alimentaires

Les partenaires coopérants sont en mesure de mettre en œuvre des programmes tenant compte de la problématique hommes-femmes, de la protection et de la nutrition conformément aux attentes du PAM

Les groupes de bénéficiaires, y compris dans les contextes conservateurs, sont désireux de s'attaquer aux disparités entre les sexes et aux risques sur le plan de la protection ainsi que d'appuyer la réalisation d'objectifs relatifs à l'inclusion sociale

Des fonds et des partenaires sont disponibles pour mettre en œuvre des activités axées sur la création et la remise en état d'actifs

Les communautés sont en mesure de préserver les actifs créés ou remis sur pied de manière inclusive

Des fonds sont disponibles pour appuyer le programme national d'alimentation scolaire

Les partenaires sont en nombre suffisant et peuvent dispenser un traitement de brève durée sous surveillance directe et un traitement antirétroviral dans les zones d'opération

Indicateurs d'effet direct

Traitement antirétroviral: taux d'observance

Traitement antirétroviral: taux d'abandon

Taux de fréquentation des ateliers organisés (par rapport à la valeur cible)

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Taux de scolarisation des garçons et des filles

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Personnes vivant avec le VIH: taux de récupération nutritionnelle

Personnes vivant avec le VIH: taux de survie à 12 mois

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Traitement antituberculeux: taux de récupération nutritionnelle

Traitement antituberculeux: taux d'abandon

Traitement antituberculeux: taux de réussite

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits**2. Fournir des conseils techniques, un soutien aux politiques et des cours de formation au Gouvernement pour améliorer la mise en œuvre des programmes nationaux de protection sociale et de préparation aux situations d'urgence et le fonctionnement des systèmes alimentaires (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de programmes nationaux plus efficaces pour améliorer leur accès à la nourriture (niveau 3). (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de programmes nationaux plus efficaces pour améliorer leur accès à la nourriture (niveau 3). (J. Réformes de fond identifiées/préconisées)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de programmes nationaux plus efficaces pour améliorer leur accès à la nourriture (niveau 3). (K. Partenariats appuyés)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de programmes nationaux plus efficaces pour améliorer leur accès à la nourriture (niveau 3). (L. Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de programmes nationaux plus efficaces pour améliorer leur accès à la nourriture (niveau 3). (M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

3. Mettre en œuvre un programme complet d'alimentation scolaire dans les écoles ciblées pour appuyer le programme national (Repas scolaires)

Les filles et les garçons ciblés reçoivent des repas ou des collations scolaires pour améliorer leur accès à la nourriture (niveau 1). (A. Ressources transférées)

Les filles et les garçons ciblés reçoivent des repas ou des collations scolaires pour améliorer leur accès à la nourriture (niveau 1). (B. Aliments nutritifs fournis)

Les femmes, les hommes, les filles et les garçons ciblés reçoivent une éducation sanitaire et nutritionnelle par l'intermédiaire des écoles pour améliorer leurs connaissances en matière de nutrition (niveau 1). (E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

4. Fournir aux populations ciblées une assistance alimentaire ou de type monétaire assortie de conditions pour appuyer la création et la remise en état d'actifs, et leur communiquer en parallèle des messages sur la nutrition (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les membres des communautés bénéficient de la création et de la remise en état d'actifs destinés à améliorer leur résilience face aux catastrophes et à renforcer leurs moyens d'existence (niveau 2). (D. Actifs créés)

Les membres des communautés bénéficient d'une éducation sanitaire et nutritionnelle destinée à améliorer leurs connaissances en matière de nutrition (niveau 2). (E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire reçoivent, dans le cadre d'activités de création d'actifs, des transferts de type monétaire ou des transferts de vivres destinés à subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels de leur ménage (niveau 1). (A. Ressources transférées)

Les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire reçoivent, dans le cadre d'activités de création d'actifs, des transferts de type monétaire ou des transferts de vivres destinés à subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels de leur ménage (niveau 1). (B. Aliments nutritifs fournis)

5. Fournir une assistance alimentaire et/ou de type monétaire non assortie de conditions et communiquer en parallèle des messages et des conseils en matière de nutrition à l'intention des personnes vivant avec le VIH et des patients atteints de tuberculose (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les personnes vivant avec le VIH et les patients atteints de tuberculose reçoivent des transferts de vivres et/ou des transferts de type monétaire destinés à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (niveau 1). A. Ressources transférées

Les personnes vivant avec le VIH et les patients atteints de tuberculose reçoivent des transferts de vivres et/ou des transferts de type monétaire destinés à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (niveau 1). B. Aliments nutritifs fournis

Les personnes vivant avec le VIH, les patients atteints de tuberculose et les aidants reçoivent des messages et des conseils en matière de santé et de nutrition destinés à améliorer leurs connaissances dans le domaine de la nutrition (niveau 1). E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, la nutrition des enfants de moins de 5 ans au Myanmar s'améliore conformément aux objectifs nationaux

Catégorie d'effet direct
correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses:

Les conditions de sécurité restent stables et il est possible d'accéder rapidement aux populations vulnérables

Les partenaires coopérants sont en mesure de mettre en œuvre des programmes tenant compte de la problématique hommes-femmes, de la protection et de la nutrition conformément aux attentes du PAM, et de coordonner efficacement leur action avec celle du PAM

L'approvisionnement en produits de base est stable

Les prix des produits alimentaires sont stables

Les groupes de bénéficiaires, y compris dans les contextes conservateurs, sont désireux de s'attaquer aux disparités entre les sexes et d'appuyer la réalisation d'objectifs relatifs à l'inclusion sociale

Les conditions de vie sont bonnes et propices à la récupération nutritionnelle

Des enquêtes sur la nutrition peuvent être menées et des informations sont disponibles et ventilées selon divers critères

Indicateurs d'effet direct

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits**6. Fournir au Gouvernement et aux partenaires un appui à la mise en œuvre, des conseils fondés sur des travaux de recherche et une assistance technique concernant les politiques et les plans d'action nationaux (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les enfants de moins de 5 ans bénéficient du renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour améliorer la mise en œuvre des interventions nationales en faveur de la nutrition (niveau 3). (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants de moins de 5 ans bénéficient du renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour améliorer la mise en œuvre des interventions nationales en faveur de la nutrition (niveau 3). (J. Réformes de fond identifiées/préconisées)

Les enfants de moins de 5 ans bénéficient du renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour améliorer la mise en œuvre des interventions nationales en faveur de la nutrition (niveau 3). (K. Partenariats appuyés)

Les enfants de moins de 5 ans bénéficient du renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour améliorer la mise en œuvre des interventions nationales en faveur de la nutrition (niveau 3). (M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

7. Mettre en œuvre des interventions de prévention en matière de nutrition à l'intention des adolescentes, des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 2 ans, et mettre en place des programmes communautaires d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants utilisant des transferts de type monétaire destinés aux mères de jeunes enfants et des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements (Prévention de la malnutrition)

Les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de 2 ans et les adolescentes reçoivent des transferts de type monétaire et des transferts de vivres pour subvenir à leurs besoins nutritionnels (niveau 1). (A. Ressources transférées)

Les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de 2 ans et les adolescentes reçoivent des transferts de type monétaire et des transferts de vivres pour subvenir à leurs besoins nutritionnels (niveau 1). (B. Aliments nutritifs fournis)

Les aidant(e)s, les adolescentes, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les membres des communautés bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements dans les domaines de la nutrition, des pratiques de soins et des régimes alimentaires sains, l'objectif étant d'améliorer leurs connaissances, leurs attitudes et leurs pratiques (niveau 1). (E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

8. Fournir des aliments nutritifs spécialisés pour le traitement et la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes et les mères allaitantes, les adolescentes et les enfants de moins de 5 ans (Traitement nutritionnel)

Les filles et les garçons de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes et les adolescentes touchés par une crise ou exposés à un risque de crise bénéficient d'un ensemble d'activités nutritionnelles destinées à prévenir la malnutrition aiguë (niveau 1). (A. Ressources transférées)

Les filles et les garçons de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes et les adolescentes touchés par une crise ou exposés à un risque de crise bénéficient d'un ensemble d'activités nutritionnelles destinées à prévenir la malnutrition aiguë (niveau 1). (B. Aliments nutritifs fournis)

Les filles et les garçons de moins de 5 ans souffrant de malnutrition, les femmes enceintes et les mères allaitantes et les adolescentes bénéficient d'un ensemble d'activités nutritionnelles destinées à traiter la malnutrition aiguë (niveau 1). (A. Ressources transférées)

Les filles et les garçons de moins de 5 ans souffrant de malnutrition, les femmes enceintes et les mères allaitantes et les adolescentes bénéficient d'un ensemble d'activités nutritionnelles destinées à traiter la malnutrition aiguë (niveau 1). (B. Aliments nutritifs fournis)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Indicateurs transversaux

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Indicateur transversal

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Indicateurs transversaux

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

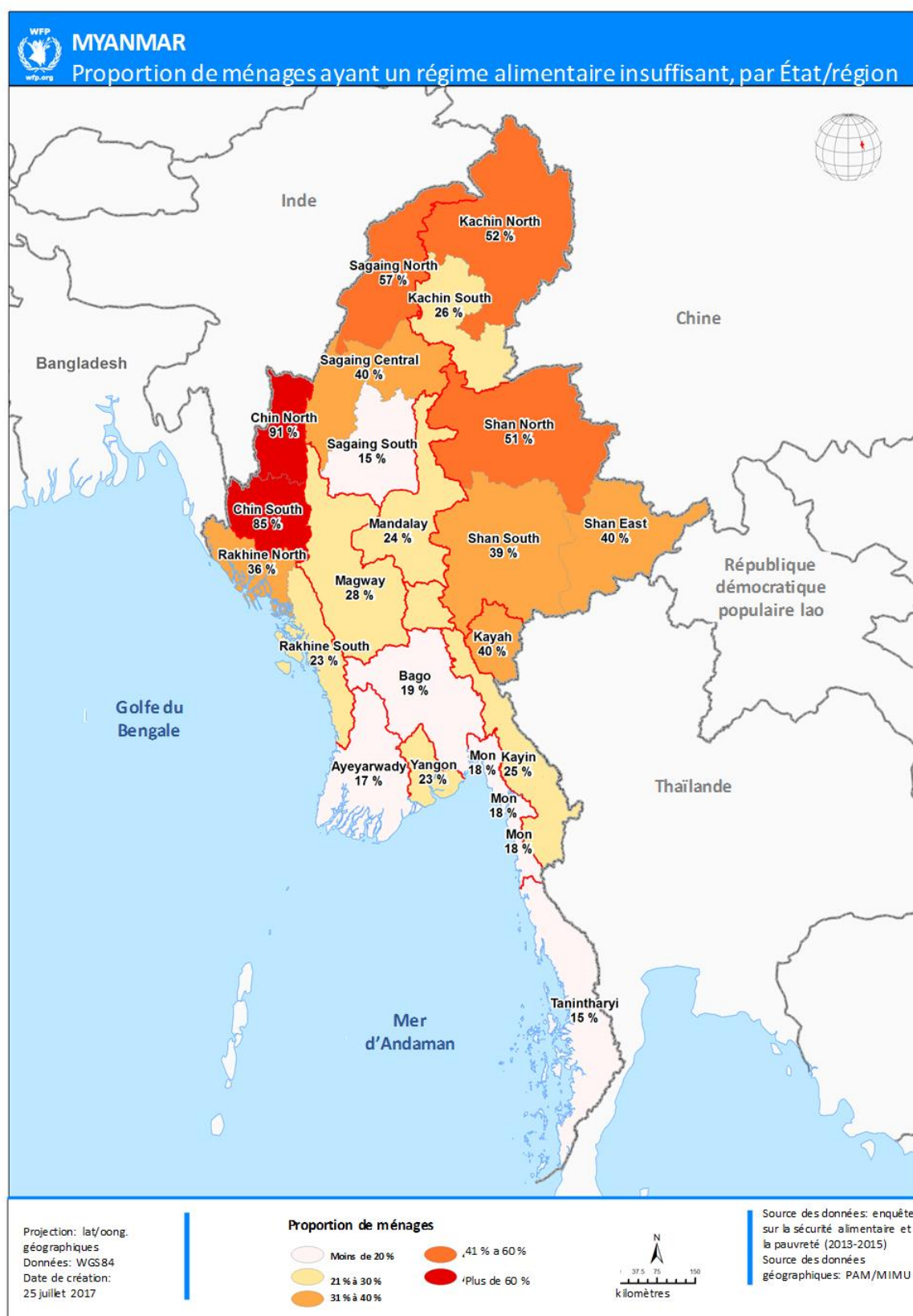
Indicateur transversal

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

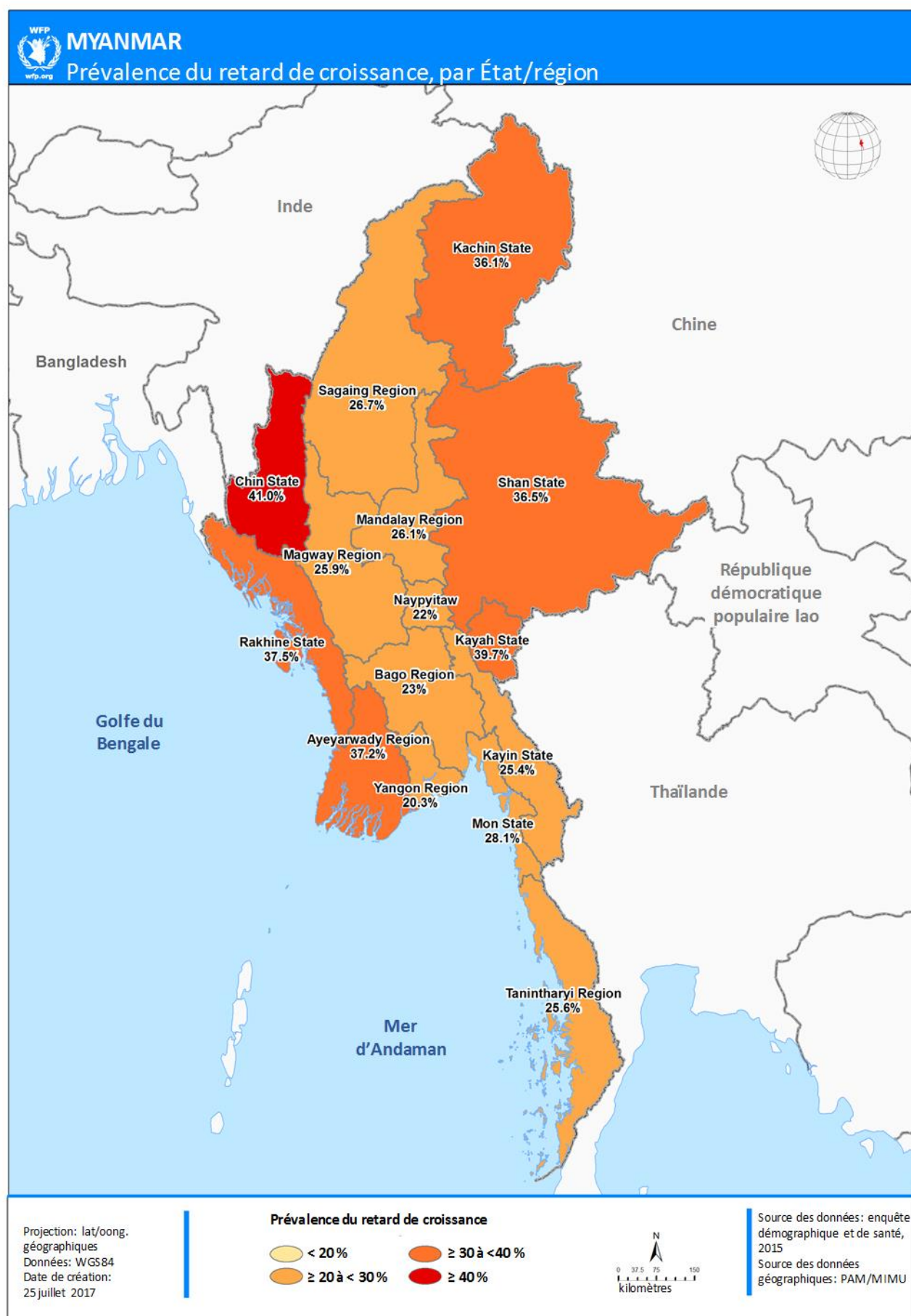
ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)				
	Résultat stratégique 1/ Cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1/ Cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2/ Cible 2 de l'ODD 2	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
Domaine d'action privilegié	Intervention face aux crises	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	102 191 113	109 836 215	36 973 367	249 000 695
Mise en œuvre	9 563 267	11 336 319	4 413 250	25 312 835
Coûts d'appui directs ajustés – 5,2 %	6 580 044	7 137 180	2 439 314	16 156 538
Total partiel	118 334 424	128 309 714	43 825 931	290 470 068
Coûts d'appui indirects (7 %)	8 283 408	8 981 680	3 067 815	20 332 904
TOTAL	126 617 832	137 291 394	46 893 746	310 802 972

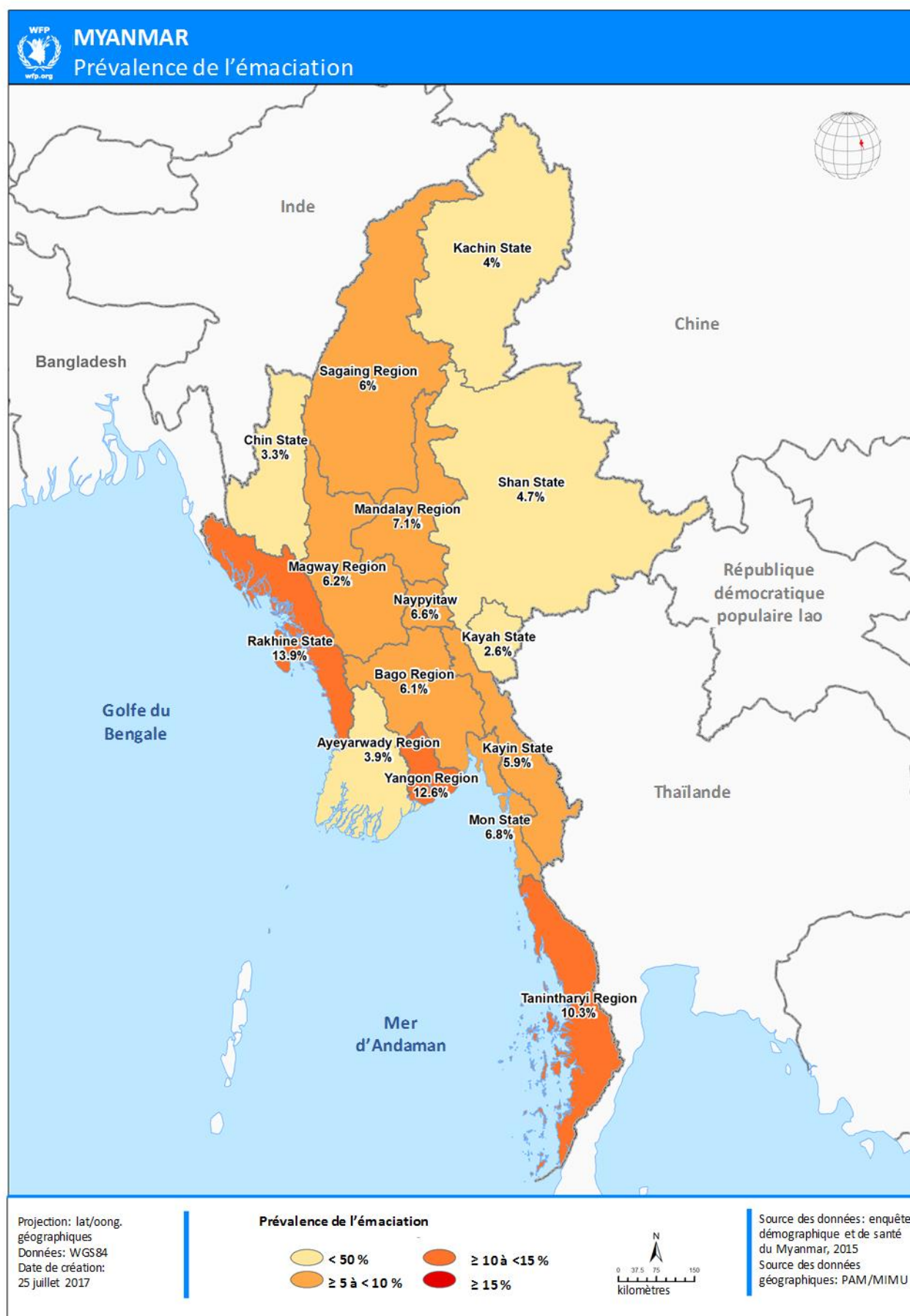
ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
PSP	plan stratégique de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
PIB	produit intérieur brut
ONG	organisation non gouvernementale
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
PNUAD	plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme